L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Troisième année - N° 116 - Vendredi 4 octobre 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



Le rôle ingrat du Parlement

Collection Jean Jaurès

VOTRE COURRIER

Comme de nombreux Français, j'ai été choqué pour les propos de Valéry Giscard d'Estaing, sur les risques de l'immigraiton. L'ancien chef de l'Etat désire en venir au droit du sang (jus sanguinis) dans l'attribution de la nationalité française, alors qu'il avait approuvé le rapport de la commission Marceau Long, à Villepinte, il y a moins de cinq ans.
Au-delà du mot "invasion" générant une sémantique sécuritaire et renvoyant à un inconscient collectif propre à susciter l'angoisse, la pensée du chef de l'UDF développe plusieurs postulats fatalistes.
S'il est vrai que les populations du tiers monde augmentent plus rapidement que celles des pays européens, beaucoup d'Etats sont engagés dans une industrialisation ou ont restreint le nombre des naissances.
Si ces pays d'émigration n'arrivent pas à retenir leur population, il faut savoir que, dans un monde multipolaire où les interactions abondent, les pays développés portent leur part de responsabilité. Beaucoup d'Etats riches ne consacrent pas encore 1% de leur PNB pour venir en aide aux pays en difficulté. Remettons de l'ordre dans la société internationale, soutenons la démocratie dans ces pays pauvres, même si nous nous heurtons à la souveraineté nationale.
Sur le plan intérieur, l'arrivée massive d'étrangers sur notre sol est un mythe développé par les champions de l'idéologie sécuritaire, dignes du régime de Vichy. Il y a bien longtemps que les socialistes ont fait preuve de fermeté. Dans un Hexagone multiracial, l'intégration des immigrés suppose deux conditions.
Premièrement, la population du pays d'accueil doit créer les structures nécessaires à l'expression de tous les résidents et ne pas les faire vivre en population de pays de renvoi.
Il faut ensuite, que les immigrés montrent leur volonté de s'intégrer par des actions positives reconnues par le corps social, sans se renier ni se réfugier au cœur d'un autisme religieux ou culturel.
Nos aînés, présentés souvent comme des barbares, étaient-ils plus sages que nous, "hommes civilisés" ?
Arrêtons-nous donc de jouer avec le thème de l'immigration ! Les socialistes comprennent aisément le malaise et les difficultés des habitants de Mantes, de Vénissieux ou de la Joliette, à Marseille. Mais s'ils étaient dans l'opposition, ils refuseraient de poser ces questions comme une certaine droite le fait actuellement. De grâce, si l'UDF et le RPR veulent des voix, ils n'ont qu'à développer d'autres thèmes. On peut toujours critiquer mais il faut prendre ses responsabilités, c'est-à-dire proposer autre chose.
Mais doit-on répandre l'opprobre et le discrédit sur une partie de la population sous prétexte d'un programme vide, sans perspectives ?
Les Français, espérons-le, ne seront pas dupes et ils verront, à travers ces invectives, une absence de projet politique.
Si l'opposition aspire à revenir au pouvoir, il faut qu'elle soit en mesure de proposer une réelle solution de rechange. Il faut qu'elle batte les socialistes non seulement sur le terrain économique et social mais surtout sur les libertés et la solidarité.
Or, aujourd'hui même, si nos anciens électeurs s'abstiennent encore, il n'en demeure pas moins qu'ils sauront se mobiliser le temps venu contre une idéologie d'exclusion.
Dominique Lopez - Souchez (62).

■

Le dictionnaire qualifie d'invasion les "migrations accompagnées de violences et de dévastations."
Valéry Giscard d'Estaing devrait apprendre à manipuler le verbe avec plus de délicatesse. Comment un homme, qui a dirigé la France pendant sept ans, peut-il tenir des propos aussi dangereux et xénophobes ?
Notre pays est, par excellence, le pays des droits de l'homme et depuis toujours une terre d'accueil. Nous avons constamment défendu, à travers le monde, des valeurs profondes de justice et de liberté. Ces valeurs nous ont permis d'être respectés.
Aujourd'hui, le langage populiste et électoraliste de ces messieurs bien-pensants cautionne l'idéologie fasciste du Front national. Notre siècle qui se termine porte pourtant avec lui des souvenirs douloureux et honteux. 6 millions d'hommes, de femmes et d'enfants l'ont payé de leur vie, sans comprendre pourquoi un fou leur reprochait d'être juifs !
Un siècle nouveau va naître. Il ne nous appartient pas. Il sera celui de nos enfants. Nous n'avons pas le droit de leur péparer "l'avenir de la peur".
Que signifie le "droit du sang" ? Les Normands ont du sang viking, les Bretons du sang celte et mongol, les Basques du sang arabe. Nous sommes tous des enfants d'immigrés, issus des invasions, justement. Il est terrifiant de se prétendre purement Français alors que la planète est un immense "melting-pot", mélange de races, de confessions. De tels propos me rappellent des passages d'un ouvrage honteux intitulé "Mon combat".
La jeune génération n'a pas connu la période la plus noire de notre siècle mais, malgré tout, nous crions avec force cette phrase qui doit rester ancrée au plus profond de chacun d'entre nous : "Plus jamais ça." Jamais les démocrates que nous sommes n'accepteront que notre pays bascule dans la haine. A quand les jeunesses lepenistes au brassard noir traquant les Arabes pour les gazer ?
Le devoir des hommes politiques aujourd'hui est de stopper rapidement ce langage dénaturé et indigne de la France. A droite comme à gauche, nous devons réfléchir concrètement et rapidement aux véritables raisons de ce malaise ambiant entretenu par une partie de la classe politique, dont le seul but est de revenir au pouvoir par n'importe quels moyens, même les plus bas. La délectation de Jean-Marie Le Pen est insupportable aux yeux des démocrates que nous sommes.
Isabelle Galesne - Angers (49).

■

On est passé, insensiblement, de la question des banlieues à celle de l'immigration clandestine, puis de celle de l'immigration, tout court, à celle du droit d'asile et, maintenant, de la prophétie d'une "invasion" à la proposition, bien réelle celle-là, d'un bouleversement du droit de la nationalité.
Il suffit de lire ce qu'a écrit Marceau Long, auteur d'un rapport sur une révision du Code de la nationalité, pour être convaincu que l'ancien chef de l'Etat s'est écarté de la ligne que s'était fixée l'opposition à Villepinte.
On peut penser que c'est pour faire passer le principe du droit du sang que l'ancien chef de l'Etat a utilisé le terme "d'invasion", idée qui joue sur la peur et s'adresse à l'inconscient collectif.
Jusqu'où le glissement ? Il serait intéressant, sur un plan historique, de chercher quelle part peut avoir le principe du "droit du sang", appliqué essentiellement en Allemagne, dans l'émergence du concept nazi de race pure.
En ce qui concerne l'ancien chef de l'Etat, il ne s'agit, bien entendu, pas de cela. Une des raisons du moment où Giscard lâche ses petites phrases doit être recherchée dans sa volonté :
- de faire oublier le camouflet infligé par le reste de l'opposition, lors de l'escapade de Moscou ;
- d'être écouté, lors de son passage à la télévision, au lendemain de son interview au "Figaro Magazine".
Jusque-là, le Front national voyait ses thèses combattues par l'ensemble des démocrates et républicains qui formaient un bloc relativement homogène. La manière d'aborder le thème de l'immigration par Jacques Chirac, qui tient plus du "Café du commerce" que de celle d'un dirigeant d'une formation politique importante, puis de l'ancien chef de l'Etat, a fait voler en éclats ce bloc et le consensus qui se dessinait contre l'extrême droite, permettant à Jean-Marie Le Pen de sortir de son isolement. Elle a banalisé ses thèses, donné un brevet de respectabilité aux partisans d'un régime musclé et placé ses thèmes au cœur de la campagne pour les élections régionales (dont le mode de scrutin, à la proportionnelle, est particulièrement favorable au Front national).
Un tel discours d'exclusion, enfin, risque de déboussoler des républicains qui ne voient plus ce qui sépare la droite classique de l'extrême droite sur ce sujet, en ce qui concerne les principes.
Ce n'est plus à Le Pen de justifier sa position, c'est à ses opposants (qui sont quelquefois ses propres amis politiques) de défendre les valeurs de la France, historiquement terre d'accueil et d'intégration, ne s'identifiant pas à une ethnie (cf. Ernest Renan dans "Qu'est-ce qu'une Nation ?").
On ne peut pas, dans le même temps, se proclamer humaniste et adopter des valeurs rétrogrades ! On ne peut pas parler d'une aide du Nord au Sud ou à l'Est et en considérer les habitants comme des barbares !
La question n'est pas tant celle d'une hypothétique "invasion" que celle de mesures à adopter.
• Au plan national.
- Lutte contre les ghettos en proposant aux habitants des relogements décents, correctement répartis, ce qui sera rendu possible par la loi d'orientation sur la ville (LOV), texte obligeant les communes à construire une certaine proportion de logements sociaux.
- Politique d'intégration facilitée, par exemple, par le financement d'équipements sportifs ou sociaux de proximité grâce à la nouvelle dotation de solidarité urbaine (DSU).
- Développement social des quartiers (DSQ), lutte contre l'échec scolaire (classes d'adaptation, activités éducatives périscolaires, projets d'actions éducatives, apprentissage...), lutte contre le chômage (formation professionnelle, relance de l'activité...).
- Indépendamment, contrôle strict de l'immigration clandestine et des employeurs de travailleurs clandestins.
• Au plan international.
- Investissements sur des projets concrets.
- Accords économiques avec les Etats d'où proviennent les travailleurs immigrés pour trouver un développement local et améliorer les termes de l'échange.
André Sillam - Noisiel (77).

■

Je suis un vieux militant socialiste et je suis désolé de voir que notre façon, jusqu'à ce jour, d'aborder et de traiter le chômage n'est pas concluante.
Je viens de relire dans "Vendredi" deux lettres de lecteurs qui ont retenu toute mon attention. D'abord celle de Carlos Ferriz, pour son contenu, son humour, son sérieux. Bravo Carlos.
La seconde, sur laquelle je me suis beaucoup attardé, est celle de Léon Gilot, avec qui je suis d'accord lorsqu'il écrit "La France ne peut, hélas, accueillir toute la misère du monde et il faut combattre la misère là où elle se trouve."
Si nous voulions, nous socialistes, conclure avec les gouvernements de pays sous-développés des accords de toute sorte : construction de voies ferrées, de routes, d'usines, d'hôpitaux, creusage de puits profonds avec addution d'eau, etc., nous serions tous gagnants.
En échange de notre technicité, de nos connaissances, de notre personnel de cadres et ouvriers qualifiés, nous obtiendrions de ces pays des matières premières qui nous font défaut, ruinent notre économie et sont la cause principale de notre déficit commercial. Ces pays disposent pour la plupart de richesses inexploitées. Les accords devraient comporter des clauses claires et ne ressembler en rien au colonialisme. Toute création nouvelle supposerait la présence d'architectes, d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers plus ou moins qualifiés. Nous n'aurions aucun mal, en France, à les recruter. Il va de soi, puisque la question de l'émigration est posée chaque jour, que les immigrés clandestins et beaucoup d'autres retourneraient chez eux avec plaisir, sachant pouvoir y travailler. Un essor très important verrait le jour en France, car la fourniture des machines, des matériels et des matériaux nous serait réservée. Une ère nouvelle s'ouvrirait, porteuse de satisfactions pour toutes les parties concernées.
N'ayant pas su maîtriser harmonieusement le progrès et nos besoins réels, il nous faut recourir à d'autres méthodes si nous voulons faire baisser le chômage.
Jules Jacq - Tonneins (47).

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lebrun (couv.) ; Gamma-Liaison (p. 3) ; Ph. Cibille (pp. 3 et 21) ; Keystone (p. 7) ; Gamma (p. !) ; D.R. (p. 9) ; D.R. (p. 10) ; J.-P. Maurin (p. 10) ; P. Schuller / Editing (p. 11) ; Orban / Sygma (p. 16) ; Gamma (p. 17) ; Keystone (p. 19) ; G. Rondeau (p. 20) ; D.R. (p. 20) ; D.R. (p. 21) ; M. Armengaud (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE
4 • *Le "programme Matignon"*
• *Les socialistes serrent les rangs*
5 • *Hommage à Gaston Defferre*
• *Pierre Mauroy*

IDEES
7 *Retour à Bernstein*

SOCIETE
8 *Derrière le handicap, une personne*

ECONOMIQUE/SOCIAL
9 • *Après la manifestation paysanne*
• *Octobre de la Flamboyance*

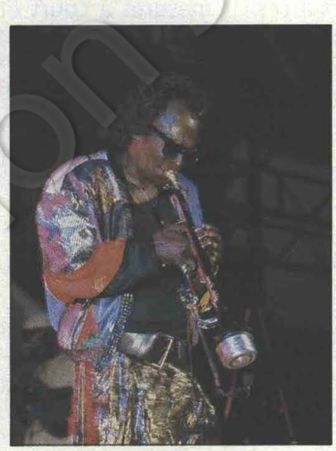
11 à 14 DOSSIER
Le Parlement, comment va-t-il ?
11 *Olivier Duhamel : "Son image est plus dégradée que la réalité"*
12 *Réformes et propositions socialistes*
13 • *Naissance d'une loi*
• *La vie des parlementaires*
14 *Revaloriser le Parlement*



▲ *Edith Cresson (pp. 4 et 5).*



▲ *Objectif, désarmement (p. 17).*



▲ *Miles Davis (p. 21).*

INTERNATIONAL
15 *Afrique Noire : un continent sans défense ?*
16 • *Salvador, la paix enfin*
• *Haïti, la démocratie en danger*
17 *Vers le désarmement*

VIE PRATIQUE
18 *Les bureaux d'aide aux victimes*

CROQUIS
19 • *Claude Estier*
• *Virgil Tanase*
• *Le dessin de la semaine*

CULTURE
20 • *Les musées : 70 millions de visiteurs*
• *Cinéma : "Prospero's books"*
• *Télévision*
21 • *Le cinéma africain arrive*
• *Mesguich à Lille*
• *Miles Davis*
22 • *Post-scriptum*
• *Agenda spectacles*

INVITE
23 *Rachid Mimouni*

■ AGENDA ■

• Colloque : **"Situation en URSS et Europe de l'Est"** (secrétariat international de la fédération de Paris). Avec A. Bellon, R. Lhomme, H. Rossel. Le 9 de 18 h 30 à 22 h, salle Colbert, Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75007 Paris. ☎ 42.80.64.40

• Rencontre : **"Pour une approche sociale de la culture"** (délégation nationale à la Culture). Avec J.-C. Carrière, F. Geindre, P. Mauroy, D. Percheron, B. Roman. Le 26 à Lille (lieu à préciser). ☎ 45.56.78.21

• Colloque : **"Objectifs d'une politique de santé et maîtrise de l'évolution des dépenses"** (secrétariat national aux Affaires sociales et à l'Insertion). Avec J.-C. Boulard, J.-M. Belorgey, J.-L. Bianco, B. Durieux, J.-C. Evin, G. Johanet, P. Mauroy, C. Pigement, R. Teulade. Les 26, 27 de 9 à 18 h et de 9 à 13 h. Assemblée nationale, 101 rue de l' Université, 75007 Paris. ☎ 45.56.77.33

FORMATION : ENCORE DES PLACES DISPONIBLES

• **"Décentralisation et déconcentration"**, pour des militants s'engageant à organiser des stages ou des des réunions dans leur fédération. Intervenants à préciser. Les 23 et 24 /11.

Au FIAP, 30 rue Cabanis, 75014 Paris. Organisé par le Centre Condorcet. ☎ 40.41.08.48

Le trotteur du VAL

Aller de Paris à Orly, sans la SNCF... et en trente minutes ? Si, c'est possible. Edith l'a déjà fait. Ainsi, fini le stress résultant des embouteillages, et vous n'avez plus aucune excuse si vous ratez votre vol. Petit point de détail concernant le changement à Antony entre le RER et Orlyval : les voyageurs devront faire 16 mètres à pied en venant de Paris, et 56 mètres dans l'autre sens, avec, en prime, un changement de niveau par escalier roulant. Et puis, un gros pépin : la carte orange ne sera pas valable pour ce trajet. Il y a des ingénieurs qui méritent le prix citron.

le "programme Matignon"

Première pour la lutte contre l'inflation, deuxième pour la croissance, le déficit public et la dette, la France se classe troisième des sept pays les plus développés en ce qui concerne les chiffres de l'emploi et quatrième pour ceux des comptes extérieurs. Sans oublier que le pouvoir d'achat progresse depuis 1988 et que, depuis deux ans, le revenu des ménages augmente plus vite que l'activité.

Notre pays est en ordre de marche pour répondre aux défis extérieurs, préparer l'échéance de 1993 et dynamiser la construction européenne. La situation comparée de la France et des principaux pays développés révèle, contrairement aux idées reçues, une économie fondamentalement saine. Le gouvernement prend appui sur ce socle pour se mobiliser et mobiliser le pays autour de six actions prioritaires, comportant chacune, d'une part, un volet "mesure immédiates" pour donner un contenu concret à ces priorités de 1992 et, d'autre part, la définition d'actions en profondeur, à plus long terme.

les socialistes

Face à une reprise économique qui tarde et au mécontentement social, le gouvernement et le PS s'efforcent de faire bloc.

Tension sociale en hausse avec les manifestations des infirmières et des agriculteurs, sondages en baisse, le gouvernement se devait de réagir pour enrayer ce climat. Il l'a fait par la voix d'Edith Cresson qui, aux journées parlementaires du PS, les 25 et 26 septembre, a présenté son "programme Matignon". Il tient essentiellement en six points : créer des emplois, muscler notre industrie, organiser notre espace rual pour en faire une partie intégrante de notre économie, promouvoir l'écologie française et l'exporter, développer la cohésion sociale, faire de la France le cœur de l'Europe de 1993 (voir ci-dessous).

Priorité affichée : l'emploi. Devant une reprise économique qui se fait attendre, le gouvernement décide de prendre des mesures à court et moyen terme pour inverser la courbe du chômage. La barre symbolique des trois millions de chômeurs inquiète les socialistes. Edith Cresson s'efforce donc de resserrer les rangs : "Il faut rassembler les nôtres et s'ouvrir aux autres." En clair, le Premier ministre compte principalement sur le PS, mais aussi sur d'autres forces politiques, notamment au Parlement, qui pourraient soutenir son "engagement pour une France plus forte et plus solidaire, ouverte sur une Europe encore en devenir". Ces dernières semaines, Jean-Pierre Soisson n'a-t-il pas travaillé, à l'Assemblée nationale, à la constitution d'un groupe de centre gauche susceptible de rassembler le MRG et des centristes qui refuseraient de cautionner la radicalisation actuelle de la droite ?

RIEN N'EST JOUE

Dans l'ensemble, bon gré mal gré, les socialistes comprennent bien qu'à quelques mois des élections régionales et cantonales, l'heure n'est plus à l'étalement des divisions ou des rancœurs.

SIX OBJECTIFS	PRIORITES AVEC EFFET IMMEDIAT	ACTIONS PLUS STRUCTURELLES
CREER DES EMPLOIS	Faciliter l'insertion des jeunes dans le monde du travail. • Plan PME-PMI. • Formation en alternance et apprentissage. • Aide à l'emploi des jeunes non qualifiés. • Réforme de l'ANPE. • Création d'emplois de proximité.	Pacte national pour l'emploi avec actions de partenariat dans l'objectif de donner une qualification à tous. Actions de formation pour le développement des filières d'ingénieurs et l'apprentissage des langues étrangères.
MUSCLER L'INDUSTRIE	Restructuration de notre industrie électronique dans le cadre européen pour 1992. Consolidation de notre industrie aéronautique et spatiale. Exploitation de notre accord avec le Japon sur l'automobile pour assurer à ce secteur une compétitivité durable.	Créer un environnement favorable au développement industriel. Accélérer la modernisation du système de production. Repenser l'organisation du travail permettant une implication plus forte des salaires dans les orientations de l'entreprise.
ORGANISER NOTRE ESPACE RURAL	Lier cette priorité à la politique d'aménagement du territoire. Logement et commerce de proximité sont parties intégrantes de notre espace rural où les emplois de proximité devront jouer leur rôle. Réforme de la PAC. GEM à l'œuvre sur ce sujet.	Un plan "espace rural" sera proposé en 1992 pour le maintien d'une agriculture compétitive. Le projet à l'étude depuis deux ans sur la réforme du foncier non bâti sera accéléré.
PROMOUVOIR L'ECOLOGIE FRANÇAISE	Création d'une norme NF pour inciter les entreprises à faire du respect de l'environnement un facteur de compétitivité. Proposition d'une charte sur la Loire. Doublement des crédits pour la politique de l'eau.	Lutte contre l'effet de serre pour la sauvegarde de notre planète. Promotion des transports propres par mesures fiscales incitatives dès 1992. Renforcement de la protection du littoral.
DEVELOPPER LA COHESION SOCIALE	Lutter contre l'immigration clandestine. Garantir notre protection sociale en maîtrisant les dépenses de santé.	Passer de la sécurité passive à la solidarité active : • actions déterminantes en faveur des chômeurs ; • développer la participation des préretraités et retraités pour la formation des jeunes ; • élargir la négociation sociale à la modernisation de l'organisation du travail.
PLACER LA FRANCE AU CŒUR DE L'EUROPE DE 1993	Profiter des avantages de l'ouverture des frontières et de nos atouts géographiques et technologiques pour encourager l'investissement étranger en France.	Organiser dans la CEE les bases d'un espace économique et social afin d'éviter la dérive vers une zone de libre échange. Réaliser l'union politique afin que la CEE soit l'élément stable autour duquel s'organisera le continent européen.

serrent les rangs



▲ *Edith Cresson aux journées parlementaires du PS. Un programme en six points.*

"Nous soutenons le gouvernement d'Edith Cresson, nous en sommes bien plus que solidaires : nous en sommes coresponsables, souligne Pierre Mauroy. Depuis quelques mois, le Parti socialiste a retrouvé sa cohésion. Nous devons maintenant la mettre au service du combat électoral." Un appel à la mobilisation auquel souscrit Laurent Fabius : "Nous sommes engagés dans un combat extrêmement important. Il y a trois attitudes. La première, la désertion, pour ceux qui souhaitent la victoire de l'adversaire. Il n'y en a pas parmi nous. La deuxième, le défaitisme, pour ceux qui acceptent l'idée de la victoire de l'adversaire. Je sens ce pessimisme exister, je ne suis pas d'accord. La troisième, le patriotisme, pour ceux qui, devant l'urgence et compte tenu du poids de l'extrême droite, serrent les rangs. Nous devons tous être des patriotes de la gauche et de la République."

Seul Jean-Pierre Chevènement considère que "une autre politique est possible". Cette pomme de discorde peut-elle relancer les divisions au sein du PS dans le cadre de la préparation du congrès ? Toujours est-il que les amis de l'ancien ministre de la Défense envisagent de déposer un amendement de portée générale au texte du Projet qui devait être adopté, mercredi, par le bureau exécutif, avant d'être soumis le 12 octobre au comité directeur.

Le PS aurait tort de sombrer à nouveau dans le défaitisme et les dissensions. Contrairement à ce qu'elle pense, la droite n'est pas assurée de revenir rapidement au pouvoir. Lors des élections partielles, elle n'engrange pas le déficit des voix qui manquent à la gauche, celles-ci se portant plutôt sur le Front national. Comme l'a montré la manifestation paysanne, dimanche, l'opposition ne parvient pas, non plus, à récupérer le mécontentement social, y compris d'une catégorie sociale qui lui est généralement acquise, les agriculteurs. Enfin, sa lamentable course à l'électorat de Le Pen la divise profondément. Dans ces conditions, les primaires qu'elle se propose d'organiser devraient se solder par une redoutable bataille interne qui ne pourra lui être que néfaste... Autant dire que rien n'est encore joué pour les prochaines échéances électorales.

Jean-Pierre Bedeï

hommage à Gaston Defferre

Gaston Defferre est mort il y a cinq ans. Un hommage, organisé par Laurent Fabius, lui a été rendu mardi dernier, à l'hôtel de Lassay. Dans un message, François Mitterrand a rappelé que le nom de Gaston Defferre était attaché à deux grandes lois : celle du 23 juin 1956 ayant conduit à la décolonisation et celle du 2 mars 1982 sur la décentralisation. "Créateur et chef de groupe de combat contre l'occupant, il fut -ajoute François Mitterrand- un grand patron de presse, un maire de Marseille qui s'est identifié à sa ville, un homme d'Etat qui a marqué son époque. Une centaine de personnalités ont pris part à cet hommage : Edmonde Charles-Roux, Michel Charasse, Jacques Chaban-Delmas, Robert Badinter, Robert Vigouroux, Pierre Mauroy, Charles Fiterman, Jacques Limouzy.

Tenir bon

En dépit des difficultés réelles que nous rencontrons, il n'y pas de raison objective pour expliquer la situation de crise dans laquelle la droite voudrait nous enfoncer.

Le paradoxe, c'est que les critiques nous sont adressées au moment où le gouvernement d'Edith Cresson a précisément engagé de nombreuses actions pour y remédier : le plan pour les PME-PMI doit fortifier notre tissu industriel et favoriser l'emploi. Le "programme Matignon" apporte des solutions nouvelles, notamment pour l'embauche des jeunes chômeurs sans qualification ou la création de pôles d'activité auprès des collectivités locales. Nous soutenons ces propositions qui sont de la responsabilité du gouvernement.

Pour sa part, le Parti socialiste est mobilisé sur trois chantiers. Deux devraient aboutir avant la fin de l'année : l'élaboration de notre Projet, qui sera l'occasion d'un grand débat et d'un renouvellement de notre pensée, la préparation des prochaines élections, et notamment la désignation des listes, qui se déroule dans un climat de responsabilité et de dialogue.

Quant à l'approfondissement de la démocratie, il suppose une évolution des modes de scrutin pour mieux représenter les diverses forces de notre pays. Le bureau exécutif du 2 octobre a proposé aux grandes formations politiques d'en débattre. Il s'agit de mettre notre vie politique au diapason des grandes démocraties européennes et de parfaire son organisation en donnant aux citoyens une règle de représentation simple, claire, efficace et stable.

Quelles que soient les difficultés, nous savons tous que la mobilisation, la détermination et la cohésion sont les seules voies du succès. Aussi, je vous appelle à tenir bon et à prendre votre place dans ce combat qui, croyez-le bien, sera déterminant pour nos valeurs, pour notre histoire, pour le socialisme.

Jean Mauroy

MINISTÈRE DE L'
EDUCATION
NATIONALE



Les inscriptions
aux concours
de recrutement
des enseignants
des collèges
et lycées
sont ouvertes du
16 septembre 1991
au 12 novembre
1991 à 17 h.

Pour enseigner
renseignez-vous sur
3614 EDUTEL

Profession professeur

Coll. Fondation Jean-Jaurès

retour à Bernstein

A l'heure où les socialistes élaborent leur Projet, pourquoi ne pas repartir de ceux des leurs à qui l'histoire a donné raison ?

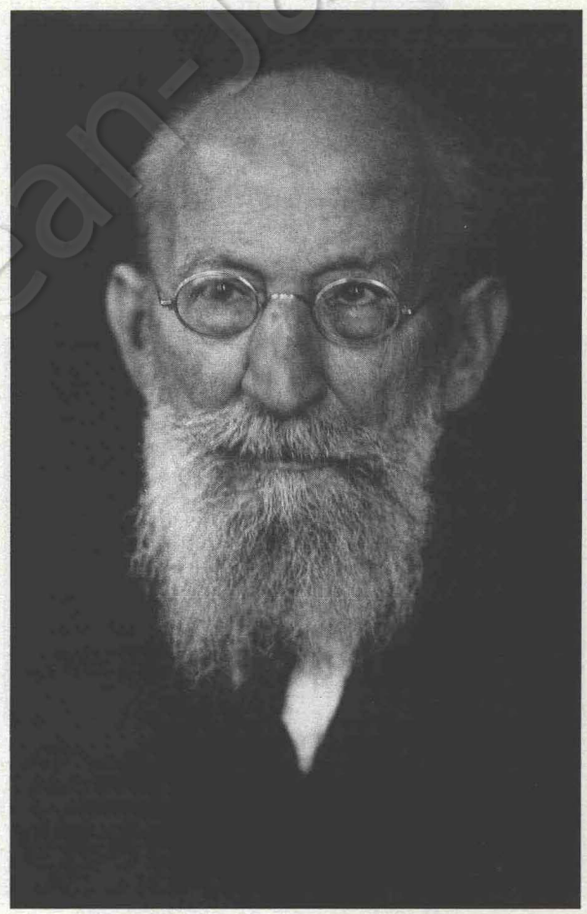
Eduard Bernstein a longtemps été occulté, sous-estimé, calomnié. Soit il est carrément passé sous silence, soit on lui accorde quelques mérites prospectifs mais pour mieux souligner sa faiblesse théorique, soit on en fait l'incarnation des vices rédhibitoires longtemps attribués en France à la social-démocratie : trahison, compromission, mollesse, corruption. Qu'importe que l'homme, le théoricien et le militant aient été le contraire de cette caricature.

SOCIAL-DEMOCRATE DE TOUJOURS

Des générations d'étudiants nourris à la vulgate marxiste-léniniste ont surtout retenu l'apostrophe de Lénine : Bernstein renégat, agent de la bourgeoisie ! Des professeurs imbus de sens critique ont cloué au pilori sa prétention à "procéder à la critique de certains éléments de la théorie marxiste."
Bernstein n'a décidément qu'un seul et gros défaut : au fur et à mesure que l'histoire avance, elle lui donne raison. Ce fils d'un ingénieur des chemins de fer, né à Berlin, en 1850, dans une famille juive libérale, est pratiquement resté sur les mêmes rails. A vingt ans, il est social-démocrate. A vingt-cinq, à Gotha, il entre au premier comité directeur du parti. Il en a trente-et-un lorsque son chef, August Bebel, lui confie la responsabilité de l'hebdomadaire des socialistes, publié à Zurich, et tout bonnement intitulé "Sozialdemokrat". Drôle de traître qui ne quittera ce parti "auquel il tient de toute son âme" que le temps d'une guerre par opposition à l'union sacrée. Il retrouve ses contradicteurs de toujours (Liebknecht, Rosa Luxemburg et Kautsky) dans le nouveau Parti socialiste indépendant. Voilà pour la mollesse et la compromission ! Quant à la corruption, personne ne se hasarde, au sein de son parti, à douter "de l'intégrité morale" du minoritaire Bernstein. Réintégrant une social-démocratie moins chauvine aux lendemains de la guerre, il n'aura de cesse de dénoncer un militarisme qui conduira au nazisme. Le pire lui sera épargné : il meurt à quatre-vingt-deux ans, six semaines avant l'arrivée de Hitler au pouvoir.

LA DEMOCRATIE, UN MOYEN ET UN BUT

Mais l'apport de Bernstein ne tient pas dans sa seule rectitude morale. Ni même dans sa perspicace analyse de l'impasse dangereuse de la révolution bolchevique. Blum et Kautsky ont été aussi pertinents. Sa contribution inappréciable est d'avoir décelé le premier où le marxisme dérape. Comme le petit garçon du conte d'Andersen qui ose dire que le roi est nu, l'exécuteur testamentaire d'Engels ne croit que ce qu'il voit. Et ce qu'il voit ne correspond pas aux prévisions de Marx : la concentration n'a rien d'un mouvement inéluctable, les petites et moyennes entreprises ne disparaissent pas, le nombre des possédants ne diminue pas, pas plus que les classes moyennes. "Au contraire, nous les voyons augmenter presque partout dans des proportions considérables. Ce qu'elles abandonnent à la grande entreprise, elles le retrouvent par le système de l'ascension sociale, et la prolétarisation est compensée par la diffusion de la richesse générale due à l'industrialisation." Pas de paupérisation de la classe ouvrière : "L'accroissement continuel de la production nous place donc devant l'alternative suivante : ou bien une élévation progressive du bien-être du prolétariat ou bien une classe moyenne nombreuse." Conséquences : le système capitaliste ne s'effondrera pas de lui-même comme le pensait Marx et la confiance qu'il met dans la créativité de la violence est un héritage du blanquisme, "théorie du pouvoir illimité de la violence révolutionnaire et de son corrolaire : l'expropriation." Bernstein va plus loin que Blum : "La notion de dictature de prolétariat est aujourd'hui à ce point dépassée qu'il faille, pour continuer à en user, la dépouiller de sa signification originelle et lui donner on ne sait quel sens second" (en 1920 !).
"La démocratie est à la fois un moyen et un but. C'est un outil pour instaurer le socialisme et la forme même de sa réalisation." Autre intuition géniale de l'auteur des "Présupposés du socialisme", le socialisme ne saurait être scientifique, même s'il s'appuie sur la science : "Marx entend à la fois faire œuvre scientifique et procéder à la démonstration d'une thèse préétablie dont les conclusions sont connues d'avance." Il a une dimension politique et morale. D'où son "retour à Kant".



▲ *Eduard Bernstein. Au fur et à mesure que l'histoire avance, elle lui donne raison.*

"Je voudrais simplement encourager à la fois le réalisme et l'idéalisme dans le mouvement socialiste, et combattre les dernières résurgences de la pensée utopique", écrit Bernstein. Le théoricien allemand prendra une revanche posthume à Bad-Godesberg, quand le SPD validera la plupart de ses thèses. Mais c'est l'ensemble du mouvement socialiste qui aurait intérêt à un "retour à Bernstein".

Bernard Chaouat

Le seul ouvrage reédité en français et disponible de Bernstein, "Les Présupposés du socialisme", est paru au Seuil. D'autres textes d'origine sont consultables à l'OURS, 86 rue de Lille, Paris VIIe.

■ COMBATTRE LA HAINE ? ■

Il a une casquette un peu trop grande, les bras en l'air et un regard apeuré. Sa photo a fait plusieurs fois le tour du monde, mais il ne le sait pas, car il est très probablement mort dans un camp de concentration. Vous le connaissez tous, ce petit garçon juif, victime d'une haine indicible qui le dépasse et le terrorise. C'est à lui que Serge Moati a dédié son film, "La Haine antisémite", qui est passé en deux fois et fort tard cette semaine sur TF1. Un livre sort chez Flammarion sous le même titre.
Cette entreprise douloureuse et courageuse de Moati ("Je voulais voir et entendre en face ceux qui expriment cette haine", explique-t-il) constitue un voyage passionnant et terrifiant au pays des antisémites où ne survit ni raison ni intelligence. Mais c'est aussi un affreux cauchemar pour demain, car la haine reste là, bien vivante, et s'exprime avec d'autant plus d'impudeur que l'on s'éloigne de la Shoah. Le racisme comme l'antisémitisme apparaissent ainsi, désespérément éternels, mystérieusement enfouis au plus profond des hommes, comme si la vie engendrait elle-même cette passion de mort.

L.-C.S

HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS ... HUMEURS

derrière le handicap, une personne

Tandis que les personnes handicapées s'organisent et sortent de leur réserve, les vieux réflexes de peur et d'exclusion semblent réapparaître

Cet été, des vacanciers "ordinaires" menacèrent de quitter un gîte rural à l'arrivée d'un groupe de personnes handicapées. Et puis, il y eut la gêne face à la campagne d'affiches lancée par Michel Creton, qui ne parvient pas à faire admettre aux autorités administratives le bien-fondé de son projet, ainsi que la lettre ouverte de l'APF* au président de la République et l'appel au rassemblement du 2 octobre de l'UNAPEI*. Vincent Assante, délégué national du PS, chargé des personnes handicapées, fait le point.



▲ *Intégrer l'instituteur aussi bien que l'élève.*

Vincent Assante. Il est vrai que la rentrée ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices, mais le malaise est ancien.
Ce milieu et le mouvement associatif traditionnel ont considérablement changé en 15 ans. Les jeunes handicapés et leurs parents développent une dynamique d'intégration qui tend à briser les schémas surprotecteurs et à rompre un carcan ségrégationniste, imposé par les vieux démons de l'inconscient collectif et d'une société égoïste ne vénérant que la rentabilité. La pugnacité des intéressés, leur revendication au droit à la dignité et à la citoyenneté transforment même les associations caritatives et bien-pensantes en instruments de conquête de ces droits. Un net rapprochement s'est, en outre, opéré avec les associations laïques.

Tout de même, des réformes ont eu lieu. Alors, pourquoi cette inquiétude ?
Différentes mesures ont été prises dès 1981, et amplifiées depuis 1988, notamment en matière d'emploi et de transport, d'accessibilité des bâtiments, d'intégration scolaire, de lutte contre la discrimination, de création de places spécialisées (14.400 places de travail protégé et 4.800 places en maisons d'accueil spécialisées sur un plan pluriannuel), mais elles n'auront d'effet qu'à moyen et à long terme. En revanche, l'insuffisante revalorisation de l'AAH* depuis 1983, la lente dépréciation de l'allocation compensatrice, l'augmentation du forfait hospitalier, le gel momentané des crédits affectés aux services d'auxiliaires de vie sont vécus quotidiennement. Enfin, l'absence de réforme des COTOREP* et une intégration professionnelle difficile accentuent ce climat d'insatisfaction.

Inquiétude et insatisfaction, donc, mais que dire de la situation des personnes atteintes d'un handicap profond ?
Il faut bien différencier les situations, même s'il n'existe pas de statistiques fiables, ni sur le nombre de personnes handicapées, ni sur la répartition des handicaps. Ainsi, il est évident que les personnes atteintes de polyhandicaps ou handicaps profonds ne trouvent pas encore, en 1991, d'établissements en nombre suffisant. De ce point de vue, élever l'allocation de 1.940 F à 5.400 F par mois pour parent au foyer chargé d'élever un enfant lourdement atteint était une nécessité. En revanche, établir un nouveau plan de création de places de travail protégées en l'absence d'une profonde réforme de ce milieu mérite réflexion.

Le regard des autres a-t-il changé ?
La déficience est parfois peu de chose en comparaison de l'ostracisme venu d'univers ancestraux. Néanmoins, un changement s'opère, notamment depuis 10 ans. Derrière le handicap, on commence à se rendre compte qu'il y a une personne. La déficience, aussi lourde soit-elle, ne gomme pas la qualité de l'être. L'homme ne se cultive pas sous serre, à l'écart des autres, il n'évolue et ne s'épanouit qu'en immersion parmi les autres. D'où l'importance de l'intégration scolaire, afin de faire choir les barrières.

Françoise Lorrain

**APF : Association des paralysés de France.*
**UNAPEI : Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés.*
**AAH : Allocation aux adultes handicapés.*
**COTOREP : Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.*

BREF... EN BREF... EN

■ **Les examens de dépistage prénatal des anomalies chromosomiques seront désormais remboursés à 100% par tous les régimes de Sécurité sociale. En dix ans, de 1980 à 1990, le nombre d'examens pratiqués est passé de 2.700 à 26.000.**

■ Dès 1992, six ou huit départements devraient expérimenter les contrats de santé, système d'abonnement entre un patient et son généraliste : une proposition de Jean-Claude Mallet, président de la CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie) qui risque de se heurter à l'hostilité de la plupart des syndicats de médecins.

■ **Les séropositifs homosexuels et toxicomanes sont des "dépravés". "Ils sont responsables de millions de morts à venir" déclarait, en juillet, le président de l'Académie de pharmacie, Albert German. Bruno Durieux avait demandé sa démission. L'Académie vient d'exprimer son "entière solidarité" envers son président. Vous avez dit terrifiant ?**

■ 44% des actifs sont des actives (1962 : 43%). Près de six femmes sur dix travaillent. Le deuxième enfant ne fait plus rentrer les femmes à la maison : 71% des mères de deux enfants travaillent. La rupture intervient avec le troisième : seules 42% des mères de famille nombreuse conservent leur activité.

■ **Le congrès extraordinaire de la FEN (Fédération de l'Education nationale), destiné à repenser les statuts de la Fédération aura lieu fin novembre-début décembre 1992. Décidé lors du congrès de Clermont-Ferrand, en février dernier, il avait déclenché l'hostilité de la minorité "Unité et action" de la FEN, en particulier celle du SNES (professeurs de lycées).**

■ Les syndicats écrivent à Edith Cresson après ses propositions sur l'apprentissage. "Ces orientations, qui visent à déplacer le centre d'acquisition des qualifications professionnelles de l'école vers l'entreprise... constituent un retour en arrière et portent atteinte à un système de formation public qui a fait la preuve de ses compétences et de sa qualité", dénoncent les trois syndicats du technique (SNETA-FEN, UNSEN-CGT et SGEN-CFDT).

■ **Scola 91. L'Europe sera au programme de la troisième édition de la biennale rennaise de l'éducation (25/30 octobre).**

■ Pour la majorité sociale à 18 ans : les mutuelles étudiantes, la FEN, les étudiants de l'UNEF-ID et les parents d'élèves FCPE lancent un appel commun pour que la majorité sociale (20 ans) soit alignée sur la majorité civile, à 18 ans.

■ **133.900 élèves cette année dans l'enseignement agricole, soit une augmentation de 1,1% par rapport à l'an dernier. Les établissements privés, majoritaires, perdent 1,3% de leurs effectifs, le public progresse de 4,4%.**

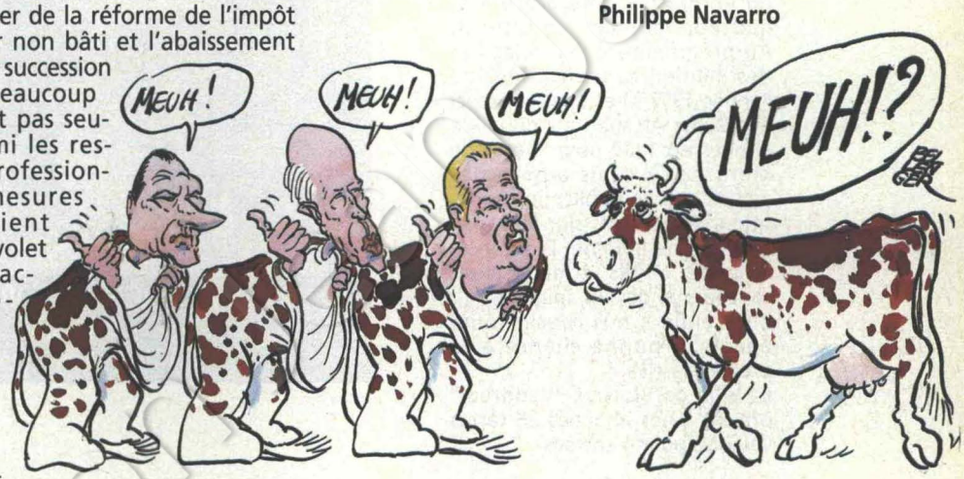
MANIFESTATION DES AGRICULTEURS

sous la terre, les idées ?

Opération réussie : ils étaient 200.000 à manifester à Paris, dimanche dernier. Reste aujourd'hui à apporter des réponses au malaise paysan.

"Calme, digne et bon enfant." Les réactions de Georges Garot, responsable national à l'agriculture du PS, à la manifestation organisée dimanche dernier par la FNSEA et le CNJA, rejoignent celles de l'ensemble des observateurs. Les incidents ont été évités, la récupération politique par les partis de droite aussi. "Une manifestation de 200.000 personnes ne peut laisser les pouvoirs publics indifférents."
50 millions seulement ont été débloqués. Pour Georges Garot, des mesures plus conséquentes doivent être rapidement adoptées : "C'est dix fois plus d'argent qu'il faut débloquer pour sortir du marasme. Il est quand même dommage que ce soit toujours après une manifestation que l'on trouve les crédits nécessaires."
Pour bon nombre d'éleveurs, la situation est désespérée. Le mal vient de loin, et les causes de l'effondrement des cours -8% en moyenne par rapport à 1990- sont multiples : les Français consomment moins de viande rouge, le marché de la viande bovine est lié en partie à la restructuration laitière, mais une mauvaise organisation de la filière ne permet pas de réguler le marché. Les importations en provenance de l'Est ont achevé de le déstabiliser. A cet égard, le lendemain de la manifestation, le gouvernement annonce des autorisations d'importations supplémentaires dans le cadre des contrats d'association entre la CEE et l'Est. Mais Roland Dumas précise que cette viande ne fera que transiter en Europe, sa destination finale étant l'URSS.
Cette manifestation fera-t-elle avancer le serpent de mer de la réforme de l'impôt sur le foncier non bâti et l'abaissement des droits de succession agricoles ? Beaucoup l'espèrent, et pas seulement parmi les responsables professionnels. Ces mesures constitueraient en partie le volet national d'accompagnement d'une nécessaire réforme de la politique agricole commune.
Deux chiffres résument à eux seuls l'impasse communautaire actuelle : 75% du revenu agricole proviennent de soutiens divers et 20% des agriculteurs raflent 80% des aides publiques.
Les propositions de Mac Sharry, le commissaire européen chargé de l'agriculture, tiennent en une formule : "Moins aider le produit pour mieux aider l'homme." Mais la baisse des prix garantis (35% pour les céréales) et les aides diverses aux revenus, qui accompagnent cette nouvelle logique, sont draconiennes : elles ne permettent pas d'aider la petite et moyenne paysannerie tout en affaiblissant les grandes entreprises. Tout dépend, en fait, de la définition des seuils de baisse des prix et de déclenchement des mesures compensatoires. La FNSEA et le CNJA refusent en bloc la réforme proposée car ils ne veulent pas que les paysans paraissent des assistés. En s'accrochant à certains mythes du passé, démentis d'ores et déjà par la réalité, ces organisations bloquent, comme il y a dix ans, toute perspective d'évolution.
"Sous les pavés, la terre", disaient-elles dimanche dernier. En creusant un peu, elles devraient trouver les idées novatrices dont les paysans ont besoin pour sortir du marasme. Au prix, il est vrai, d'une révolution culturelle.

Philippe Navarro



BREF... EN BREF... EN

■ Le pouvoir d'achat des fonctionnaires est une "priorité" pour la FEN qui rappelle "le contentieux pour 1988-1989 (1%), le passif pour 1990 (0,9%), la situation en 1991 et les perspectives pour 1992 fixées à 5,3% par les hypothèses budgétaires."

■ La CSL (Confédération des syndicats libres) a renforcé ses positions (de 51,73% à 54,75% des voix) lors des élections de délégués du personnel de l'usine Citroën de Rennes (1.800 suppressions d'emplois annoncées).

■ Le volume des heures d'intérim a reculé de 7% depuis sept mois, selon l'indicateur de l'Union nationale des entreprises de travail temporaire, alors que le nombre d'agences augmente (plus de 5.000 en juin).

■ Le nombre des demandeurs d'emploi a baissé de 0,6% en août, période où les flux de l'ANPE sont traditionnellement faibles. Beaucoup de jeunes en fin de scolarité se sont, de plus, inscrits dès juillet, anticipant une insertion difficile.

■ La France est le quatrième pays du monde pour le prix de l'eau (5,48 F le m³ HT), derrière l'Australie, l'Allemagne et l'Italie. Il continue à augmenter de 5,2% en moyenne, plus que l'inflation, et avec d'importantes disparités d'une ville à l'autre.

■ François Mitterrand a demandé un relèvement du plafond du livret A des caisses d'épargne (90.000 F actuellement). Au taux de 4,5%, il est de moins en moins attractif.



■ OCTOBRE DE LA FLAMBOYANCE ■

Comment offrir aux plus âgés (l'âge de la retraite plus un jour) les moyens de s'engager dans la vie sociale, économique, politique et culturelle ?
Comment faire que la sagesse et le savoir-faire deviennent des valeurs fortes de la vie sociale ? Pourquoi se priver de l'utilisation de ce si riche potentiel ?
Le ministère de la Culture et le secrétariat d'Etat à la Famille et aux Personnes âgées lancent la première édition de "l'Octobre de la Flamboyance." Pour amener l'opinion et ses leaders à réfléchir au rôle et au statut de la personne d'âge, de prendre en compte ses potentialités et ses nouvelles ambitions.
Dans deux cents villes, élus, associations, établissements culturels organisent débats, spectacles, expositions pour témoigner du plaisir de tous à créer, à participer à l'invention du monde de demaine.
Cette série de manifestations prendra fin par le forum de la Flamboyance, les 26 et 27 octobre, à Beaubourg (Paris).
☎ 45.26.38.39

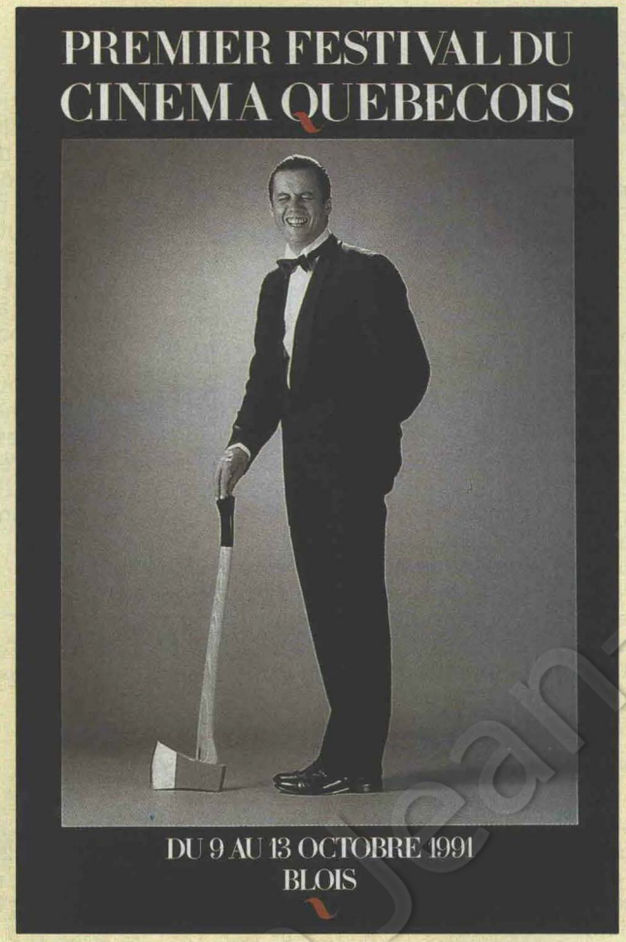
◀ *Flamboyance d'Emile Bourdelle : le sculpteur à 68 ans (1929).*

Découvrir le cinéma québécois, redécouvrir Shakespeare... le Club Vendredi vous offre une toile et du rêve cette semaine.

• FESTIVAL • DU CINEMA QUEBECOIS

Blois, du 9 au 13 octobre

Blois offre cette année au cinéma québécois, trop méconnu en France, une place à la hauteur de ses ambitions. Au programme : une sélection des meilleures réalisations de l'année 1990/91 et une rétrospective Denys Arcand (prix du jury à Cannes en 1989 pour "Jésus de Montréal"). Mais aussi : des débats avec le public, une exposition de portraits signés Daniel Kieffer, une librairie. Et pour les enfants : des films et un concours de dessins animés.
Bienvenue à nos cousins québécois et bonne chance à ce premier festival !
La ville de Blois et "Vendredi" offrent à nos abonnés 25 cartes valables pour 4 entrées.



Début d'une collaboration que nous espérons fructueuse : tout au long de l'année, pour le plus grand plaisir de nos abonnés, le Club Vendredi proposera des spectacles programmés par la Ferme du Buisson.

• LE SONGE D'UNE NUIT D'ETE • DE W. SHAKESPEARE

La Ferme du Buisson, Marne-la-Vallée, 11 et 12 octobre

Une comédie aux intrigues multiples. Trois univers qui se heurtent et se mêlent, soulignant la richesse et l'hétérogénéité de cette œuvre où dieux et mortels vivent leurs passions contrariées. Mise en scène : Michel Dezoteux.

La Ferme du Buisson et "Vendredi" offrent 10 places à nos abonnés.



Pour obtenir les places
☎ *45.56.78.56 / 78.57*

Pour connaître les programmes
- *Festival de musique de Laon* ☎ *23.20.28.62*
- *La Ferme du Buisson* ☎ *64.62.77.00*
- *Festival de Blois* ☎ *54.44.50.86*

500.000 lecteurs c'est possible... avec vous !

Faites connaître gratuitement Vendredi, pendant 10 semaines à :

Nom.....	Nom.....
.....	.....
Adresse.....	Adresse.....
.....	.....
Code postal.....	Code postal.....
Ville.....	Ville.....
Nom.....	Nom.....
.....	.....
Adresse.....	Adresse.....
.....	.....
Code postal.....	Code postal.....
Ville.....	Ville.....

C . L . U . B Vendredi

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" Service lecteurs
10 rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....
.....
Adresse.....
.....
Code postal.....
Ville.....

❑ *1 -* *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F***
*(DOM-TOM - CEE : **400 F** autres pays : **600 F**)*

❑ *2 -* * Avec mon abonnement je commande :
❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **350 F**

❑ *3 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement
❑ l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **140 F**
❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **200 F**

Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal

Date *Signature*

*** Pour tout ABONNEMENT, un cadeau : le pin's "Vendredi"**

"L'invention du possible"
de Lionel Jospin (cf. "Vendredi" n° 115) est en vente à la Boutique de Solferino au prix de 120 F (chèque à l'ordre du PS)

■ A l'affiche du club ■

(voir "Vendredi" n° 115)

- *Les 24 heures du Livre, Le Mans, jusqu'au 6 octobre.*
- *Festival de musique, Laon, jusqu'au 10 octobre.*

DOSSIER

LE PARLEMENT, COMMENT VA-T-IL ?

Le Parlement n'est pas épargné par la crise du politique. Il souffrirait d'une "dévalorisation", à en croire les critiques qui s'élèvent souvent même de ses bancs. Les reproches qui lui sont adressés sont en partie mérités, mais aussi parfois excessifs ou injustifiés. Comment fonctionne l'institution parlementaire ? Quelles sont ses carences ? Comment y remédier ?



Dossier préparé par Jean-Pierre Bedeï et Maryline Trassard

Le politologue Olivier Duhamel publie un livre (1) sur le fonctionnement des institutions en France. Il est donc bien placé pour analyser la crise du Parlement. Il le fait avec pertinence et n'hésite pas à réfuter certains stéréotypes.

OLIVIER DUHAMEL

"L'IMAGE DU PARLEMENT EST PLUS DEGRADEE QUE LA REALITE"

Compte tenu du poids prédominant de l'Assemblée nationale sur le Sénat, le bicamérisme a-t-il encore un sens en France ?

Olivier Duhamel. Le bicamérisme est très apprécié, non seulement de ses bénéficiaires directs, les sénateurs, mais aussi de l'opinion publique. Il est donc impossible de supprimer le Sénat. La gauche en 1945 et le général de Gaulle en 1969 ont essayé. En vain. Ce sont les deux seuls référendums de l'histoire de France qui ont connu la victoire du "non". Le Sénat a donc encore de beaux jours devant lui. Il faut plutôt se demander comment améliorer le bicamérisme. En fait, le fonctionnement est beaucoup moins néfaste qu'on ne le croit, puisque deux tiers des lois sont adoptés par accord entre les deux assemblées. L'inconvénient se situe davantage dans la représentation du Sénat, qui est systématiquement favorable aux forces conservatrices, quel que soit leur poids réel dans le pays, en raison des mécanismes de désignation des sénateurs. C'est cela qu'il faudrait changer.

Comment ?

Il faudrait élire le Sénat à la représentation proportionnelle pure et au suffrage universel direct, même si cela appelle une modification de la Constitution. Cette question renvoie à l'ensemble de la crise du Parlement. L'un des problèmes de la fonction de représentation de cette institution réside dans le hiatus de plus en plus grand entre les forces politiques siégeant au Parlement et celles existant dans le pays réel. Si les forces politiques hors système, comme les écolo-

gistes et le Front national, voire maintenant le PC, parviennent à représenter plus d'un tiers des électeurs votant de ce pays sans figurer au Parlement, nous sommes confrontés à un problème grave pour nos institutions.

Faut-il alors changer le mode de scrutin ?

Toute la difficulté est là. Le scrutin majoritaire a des vertus incontestables puisqu'il permet aux électeurs de faire la majorité gouvernementale. Quand les citoyens élisent le président de la République, puis des députés, ils créent une majorité au lieu que celle-ci se fasse dans des combinaisons incertaines, comme on le voit en Italie ou en Suède. Pour cette raison, il n'est pas souhaitable de toucher au scrutin majoritaire. Mais, d'un autre côté, nous avons besoin absolument d'un scrutin proportionnel pour représenter toutes les forces politiques. Alors, pourquoi ne pas se servir du bicamérisme pour que la deuxième chambre soit celle des opinions ? L'Assemblée nationale pourrait rester la chambre majoritaire et le Sénat pourrait donner la possibilité à toutes les sensibilités d'intervenir dans la délibération. A ce moment-là, on améliorerait également le fonctionnement du Parlement sur le plan de la délibération. Cela permettrait aux forces politiques comme les écologistes ou le Front national de s'exprimer dans les institutions et non pas seulement dans les médias.

Dans votre livre, vous écrivez qu'en 1789, la Révolution, c'était les députés, puisqu'ils ont instauré l'Assemblée nationale. Deux cents ans plus tard, leur pouvoir s'est considérablement affaibli. Cette évolution s'étale-t-elle sur deux siècles, au fil des républiques, ou bien a-t-elle commencé avec la Ve République?

Il s'agit d'un phénomène général, de longue période, qui dépasse largement la Ve République, même s'il est vrai que celle-ci a aggravé cette évolution sur certains points. Mais la plupart des reproches sur l'impuissance parlementaire peuvent être formulés également à l'encontre des parlements espagnol, allemand, britannique. Il existe un exception : le Congrès américain. C'est une assemblée puissante, d'intervention publique sans commune mesure avec ses homologues occidentales. La force du Congrès américain provient de sa capacité à exercer véritablement ses rôles de délibération et de contrôle. C'est dans ces deux domaines que devrait porter une amélioration du fonctionnement du Parlement français. Nos sociétés ont besoin d'une évolution en ce sens pour reconstruire leurs désaccords et l'exposition publique de ces divergences. Ainsi, le réel débat démocratique sera revivifié. Le Parlement doit réinventer cela en articulation avec la télévision.

Pourtant, vous écrivez que le système médiatique ne reconnaît pas la place et le rôle du Parlement. La concurrence entre le pouvoir médiatique et le pouvoir politique relève-t-elle du cliché ou bien s'agit-il d'un vrai débat ?

C'est un vrai débat qu'il faut ouvrir. L'information télévisée a trop tendance à donner une image caricaturale du Parlement. Il convient donc d'inventer de nouvelles formes d'expression télévisée du débat parlementaire. Pour cela, les chaînes publiques devront accepter de sortir partiellement de la logique de l'audimat. Les gens qui ont vu, sur FR3, les retransmissions des débats de la commission sur la nationalité, conduite par Marceau Long, ont passé un moment exceptionnel d'intelligence civique grâce à la télévision. Un étudiant américain dispose d'un très grand nombre d'heures dans l'année, sur différentes chaînes, pour assister en direct aux débats de diverses commissions. Il peut être associé aux grands débats qui animent la société politique américaine, par le truchement de la télévision. Il n'y a aucune raison pour que nous ne soyons pas capables d'inventer un système équivalent en France.

S'il connaît des dysfonctionnements évidents, le Parlement va-t-il aussi mal qu'on le dit ? Est-il réduit à une simple chambre d'enregistrement ?



Non. Il faut se garder des stéréotypes. La fonction législative du Parlement s'exerce de manière de plus en plus satisfaisante depuis le début de la Ve République. Les chiffres l'attestent : la loi est de plus en plus amendée par les parlementaires.

Mais les médias n'observent pas cet indicateur. Dans le meilleur des cas, ils font le rapport projets de loi-propositions de loi et en concluent que, parce que ces dernières sont moins nombreuses, le Parlement ne légifère pas. C'est une vraie sottise car, bien souvent, les propositions de loi sont souvent de fausses propositions de loi, simplement inspirées par le gouvernement. En fait, le Parlement est victime d'un double effet : son œuvre positive, c'est-à-dire son travail précis, méticuleux, important techniquement et politiquement, n'apparaît pas, car elle est peu spectaculaire et peu visible pour l'opinion publique.

LES REFORMES ET LES PROPOSITIONS SOCIALISTES

Dépoussiérer le fonctionnement du Parlement et raviver son image : tel est l'objectif des réformes mises en œuvre à l'Assemblée, notamment à l'initiative de Laurent Fabius, depuis le début de cette législature. Au Sénat, les suggestions de Guy Allouche attendent des jours meilleurs.

Des lois adoptées en séance par une poignée de députés tournant frénétiquement les clefs de leurs collègues : cela faisait parfois mauvais genre et a occasionné quelques dérapages. Pour limiter les dégâts aux yeux de l'opinion, a été instauré le vote personnel sur les textes importants. Toujours dans un souci de transparence, des auditions publiques des commissions et des commissions d'enquête et de contrôle sont désormais possibles.

Afin de rendre aux députés quelque ascendant sur l'action gouvernementale, une séance de questions cribles a lieu chaque semaine pour interroger un ministre sur la gestion de son département. Dans le même but, un contrôle budgétaire permanent permet aux rapporteurs spéciaux de la commission de présenter des observations publiques en dehors de la période budgétaire. Pour désengorger la séance publique, a été créée une procédure d'adoption simplifiée des textes de lois en commission.

C'est pourquoi, dans chaque commission, est maintenant nommé un rapporteur chargé de suivre l'application des lois et que sont mises en place des missions d'évaluation des lois (c'est le cas pour le logement et l'urbanisme, la décentralisation, l'Education nationale).

Désormais, de grands débats de société ont lieu dans l'hémicycle : sur l'environnement, l'aménagement du territoire, l'immigration... De même, les députés se préoccupent de dresser désormais un bilan écologique des textes de lois.

Et puis, il y a l'Europe, empiétant toujours plus sur le domaine réservé des députés en imposant sa propre législation. Il a donc été décidé d'organiser un débat semestriel sur la politique européenne de la France, de renforcer la coopération avec le Parlement européen et les parlements des Douze et de procéder à un examen comparé des textes de loi par référence aux législations en Europe.

Au Sénat, Guy Allouche a proposé quelques innovations similaires : rendre exceptionnelles les séances de nuit, organiser des grands débats de société, ouvrir le Sénat au monde extérieur -scolaire et universitaire, en particulier- et les commissions aux médias. Il réclame également un dépôt plus fréquent des textes en première lecture au Sénat (l'Assemblée en a souvent la primeur) et une plus grande place pour les propositions de loi. Enfin, il tient à ce que soit reconsidérés le rôle et les pouvoirs de la commission mixte paritaire, notamment en prenant en compte les accords partiels auxquels elle parvient, pour briser la règle du "tout ou rien".



▲ *Jeunes visiteurs accueillis par Laurent Fabius. L'Assemblée nationale fait toujours le plein lors des journées portes ouvertes. L'exposition "députés, députés" continue de circuler (Lille, le 18/10).*

Pourtant, les députés travaillent dans les commissions et dans leurs circonscriptions. En revanche, les carences comme l'absentéisme, les joutes d'un goût douteux, le manque de poids de l'Assemblée et du Sénat dans les grands débats sont mis en relief. D'où une image du Parlement plus dégradée que la réalité.

Mais les parlementaires ne se discréditent-ils pas eux-mêmes à travers les carences que vous venez d'énoncer ?

Ils ont une part de responsabilité dans la dévalorisation du Parlement. Ils ne se soucient pas assez de l'image déplorable qu'ils donnent d'eux-mêmes. Ils en sont restés à l'âge primitif de la télévision ; ils considèrent qu'il suffit qu'on les voie sur le petit écran pour que leur popularité augmente, ce qui est faux. Ils doivent s'engager dans une prise de conscience et recevoir une formation pour éviter ces erreurs. Ils éprouvent parfois aussi des réticences corporatistes à certaines réformes, qui leur nuisent plus qu'ils ne le croient.



Les difficultés que connaît le Parlement constituent-elles un élément majeur de la crise politique actuelle ?

Oui et non. Oui, parce que notre démocratie ultrareprésentative souffre d'une insuffisance de la délibération publique et qu'une grande partie de la solution doit émaner du couple Parlement-télévision. Non, parce qu'il existe une crise de la relation entre les acteurs politiques, les partis et les citoyens français, qui dépasse largement les dysfonctionnements du Parlement. ■

(1) "Le Pouvoir politique en France", Olivier Duhamel, PUF, 430 pages, 98F.

NAISSANCE D'UNE LOI

Les parlementaires votent les lois, une centaine en moyenne chaque année. Mais de quelle manière interviennent-ils dans ce processus, parfois très long, qui va de l'idée à son entrée en vigueur ?

L'initiative des lois appartient au premier ministre -c'est le projet de loi (la plupart des textes)- et aux députés ou sénateurs -c'est la proposition de loi.

Projets et propositions de loi sont déposés sur le bureau de l'Assemblée ou du Sénat, distribués à tous les parlementaires puis renvoyés pour examen à la commission compétente (six commissions permanentes constituées de parlementaires de tous les groupes politiques ou commission spéciale, mise en place pour certains textes importants). La commission saisie du texte désigne un rapporteur qui, après étude et consultation, propose adoption, rejet ou, cas le plus fréquent, des modifications appelées amendements. Après discussions et vote de la commission, le rapporteur rédige un rapport dont tous les parlementaires disposent avant la séance publique. C'est donc bien au sein des commissions qu'a lieu la plus grande partie du travail parlementaire : consultations, information, discussions, négociations.

En séance publique, pour être adopté définitivement, un texte doit être voté en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat. Si, après deux lectures successives dans chaque assemblée (navettes), députés et sénateurs ne se sont pas mis d'accord, le premier ministre peut décider de la formation d'une "commission mixte paritaire" (sept députés, sept sénateurs). Si la commission ne parvient pas à concilier les positions, la navette reprend. In fine, c'est l'Assemblée qui a le dernier mot : le texte peut être adopté sans l'accord du Sénat. Une fois adoptée, la loi est soumise au président de la République, qui la promulgue dans les 15 jours. Elle est alors publiée au Journal Officiel. Un jour après cette publication de la loi, chacun est censé la connaître.

Mais, de la publication de la loi à sa réalité, il y a encore un pas, parfois un gouffre : il faut encore que le gouvernement prenne les décrets d'application nécessaires (le Parlement ne pouvant entrer dans tous les détails d'exécution) et que l'administration travaille à rendre possible cette application. Faute de cette dernière étape, certaines lois ont moisi longtemps dans les tiroirs et d'autres s'y décomposent encore.

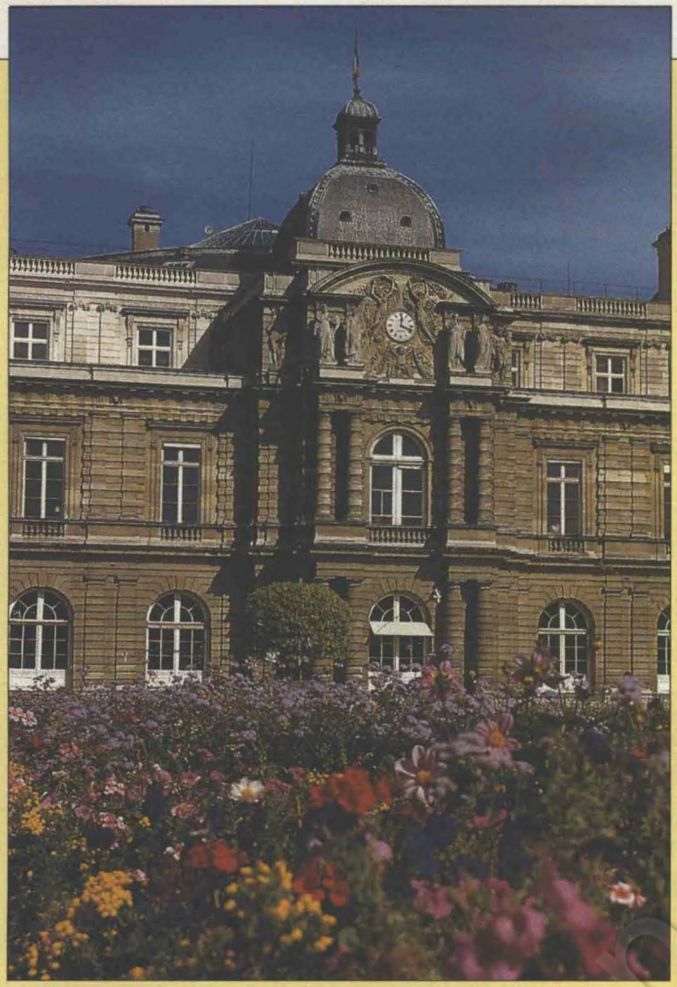
LA VIE ORDINAIRE DES PARLEMENTAIRES

OU COMMENT ETRE A LA FOIS SUR LE TERRAIN ET EN ASSEMBLEE

De fausses factures en diatribes télévisées, l'opinion s'attache surtout aux défaillances et aux excès des parlementaires, ignorant ce qui les fait courir entre Paris et leur circonscription.

Les parlementaires débarquent dans la capitale le lundi et ne retrouvent leur terroir que le jeudi. Une navette quasi hebdomadaire. Pour certains, une formalité. Pour d'autres, plus "enclavés", presque une expédition : ainsi, Martin Malvy (député du Lot) s'épuise au cours des cinq heures de transport nécessaires pour relier sa mairie de Figeac à la capitale. D'autres préfèrent trancher en faveur de leur circonscription. A l'Assemblée, on les appelle les députés fantômes.

De la fonction parlementaire, on a souvent raillé le rôle d'assistante sociale : "Jadis, on venait nous voir pour des questions de logement, aujourd'hui, il s'agit plus souvent d'emploi. Et c'est désespérant, parce qu'on ne peut pas faire grand chose", explique Michel Dreyfus-Schmidt (sénateur du Territoire de Belfort). Il peut s'agir encore d'une aide pour démêler un dossier de Sécurité sociale, obtenir une subvention, une affectation pour le service militaire... S'en suit un courrier -plus sur le mode de la recommandation que de l'injonction- à l'administration concernée, au ministère, au médiateur, à un collègue. Dans les cas les plus sérieux, cela se règle par un coup de fil direct au préfet. "Parfois, je fais presque le même travail que l'ANPE, raconte Martin Malvy. Il m'arrive de chercher les dix ou quinze entreprises susceptibles d'examiner un dossier." "On nous présente souvent des situations difficiles mais, parfois, on nous demande des passe-droit. Si les gens viennent, c'est parce qu'ils ont confiance en nous. Pourtant, l'aspect électoraliste n'est sans doute pas absent", admet Gérard Gouzes (député du Lot-et-Garonne). Le parlementaire reçoit également les responsables d'associations, de syndicats ou d'institutions diverses



▲ *"Le Sénat a encore de beaux jours devant lui. Il faut plutôt se demander comment améliorer le bicamérisme" (Palais du Luxembourg, le Sénat).*

venant formuler réserves ou suggestions quand se prépare un projet de loi. Il les transmet à son groupe politique, rédige une question écrite, orale, ou encore une proposition d'amendement.

La fonction de représentation est une autre obligation de poids. Gérard Gouzes doit couper des rubans ou remettre des médailles à tour de bras. "J'inaugure les projets auquels j'ai coopéré. La représentation est la partie mineure de ma fonction, assure Maltin Malvy, mais celle que la population voit et retient."

Sur le terrain, les parlementaires empilent souvent les casquettes d'élus. Pour Gérard Delfau (sénateur de l'Hérault et maire de Saint-André-de-Sangonis), avoir un mandat local permet de vivre toutes les difficultés au quotidien, une rentrée des classes, par exemple. "Les mandats locaux finissent par se mêler, admet Martin Malvy, surtout en milieu rural. Je dois aussi assurer le lien avec les autres élus et les administrations centrales et on fait appel à moi pour le montage de dossiers qui doivent désormais prendre en compte les dimensions régionales et l'Europe."

Les parlementaires n'ont pas plus de répit à l'Assemblée que dans leur circonscription. Là encore, ils accumulent. Martin Malvy, par exemple, est membre de la commission des finances, il appartient à différents groupes d'étude et d'amitié et a été chargé d'une mission sur l'état et le devenir du monde rural. "Il est souvent impossible d'aller à toutes les réunions, raconte-t-il. Quand je suis à Paris, il m'arrive de passer deux jours sans sortir de l'Assemblée, sans avoir une seconde, et sans aller dans l'hémicycle." En clair : ce n'est pas parce que vous voyez quinze députés -les spécialistes de la question abordée- dans l'hémicycle que les autres ne travaillent pas. Ils vous diront tous que le vrai travail ne se fait pas en séance publique. "C'était vrai sous la IIIe et IVe République, seulement, il n'y avait pas la télévision."

Où se situe l'essentiel du travail parlementaire ? Selon Gérard Delfau, "le vote est bien l'essence de cette fonction, même s'il est parfois difficile à faire comprendre, parce que abstrait... Si un parlementaire doit être un élu de terrain et tout terrain, il doit prendre le temps de réflechir au sens historique, voire doctrinal, de ce qu'il fait." C'est sans doute ce à quoi fait allusion Gérard Gouzes, pour qui un député doit être un supermilitant : "On ne doit plus se contenter d'émettre des vœux ou des motions. Il s'agit de mettre concrètement en œuvre, dans des lois, ses espérances socialistes... " Pour Martin Malvy, "le député ne doit pas oublier qu'il est le porte-parole de ceux qui l'ont élu sur un projet et non celui du gouvernement, même s'il soutient celui-ci." "Les gens voient le député comme un homme d'influence, de relations plus que celui qui fabrique des lois", conclut pourtant Gérard Gouzes.

Sont-ils au moins, par les temps qui courent, des parlementaires heureux ? "Cela dépend des jours", avoue Michel Dreyfus-Schmidt : "On ne vote pas toujours comme on le voudrait, discipline de groupe oblige." Leur récompense, ils la trouvent dans l'aboutissement de l'une de leurs idées. Pour Gérard Delfau, auteur d'un rapport sur la poste en milieu rural, ce fut de constater que le ministre des Télécommunications en avait tiré une dizaine de mesures. De même, le plaisir de Gérard Gouzes est de voir figurer son nom sur plusieurs pages du Code rural. Apporter sa petite pierre à l'édifice, simplement. ■



▲ *Réunion de groupe : quand le ministre de l'Economie et des Finances salue le président de la commission des Finances (Pierre Bérégovoy et Henri Emmanuelli).*

QUELLE REVALORISATION DU PARLEMENT ?

Décapant, le livre de Jean-Michel Belorgey analyse avec lucidité les raisons de l'affaiblissement du Parlement. Il énonce également des propositions pour guérir cette institution des maux dont elle souffre.

Jean-Michel Belorgey connaît bien le Parlement. Il est député socialiste de l'Allier depuis dix ans et président de la commission des Affaires culturelles familiales et sociales de l'Assemblée nationale. Il était donc bien placé pour se livrer à une analyse des dysfonctionnements du Parlement.

Il l'a fait dans un livre sans complaisance (1), avec l'indépendance d'esprit qui le caractérise. Mais Jean-Michel Belorgey formule également des propositions pour revaloriser cette institution. Il préconise de renforcer le cumul des mandats. Il envisage, dans certains cas, de faire voter la loi par les commissions, sous réserve d'une approbation formelle sans nouvelle délibération au fond, en séance publique. Il est également favorable à une session de plein droit de neuf mois, d'octobre à juin, qui "permettrait une meilleure répartition du temps ouvrable entre séances publiques et travaux de commission." Jean-Michel Belorgey se prononce pour un renforcement des moyens des commissions. Il pense qu'il faut également "rendre aux parlementaires, en matière d'initiative individuelle, la marge de liberté sans laquelle il est exclu qu'ils en retrouvent jamais le goût" car "soutenir un gouvernement n'est, on l'a déjà fait valoir, pas la même chose que le couvrir." Pour améliorer la fonction de contrôle du Parlement, le député de l'Allier encourage la mise en place d'un système "d'évaluation" des conditions d'application des lois. Il se prononce pour une réorganisation des débats publics avec notamment trois grands types de débats d'orientation sur le budget, la protection sociale et le plan.

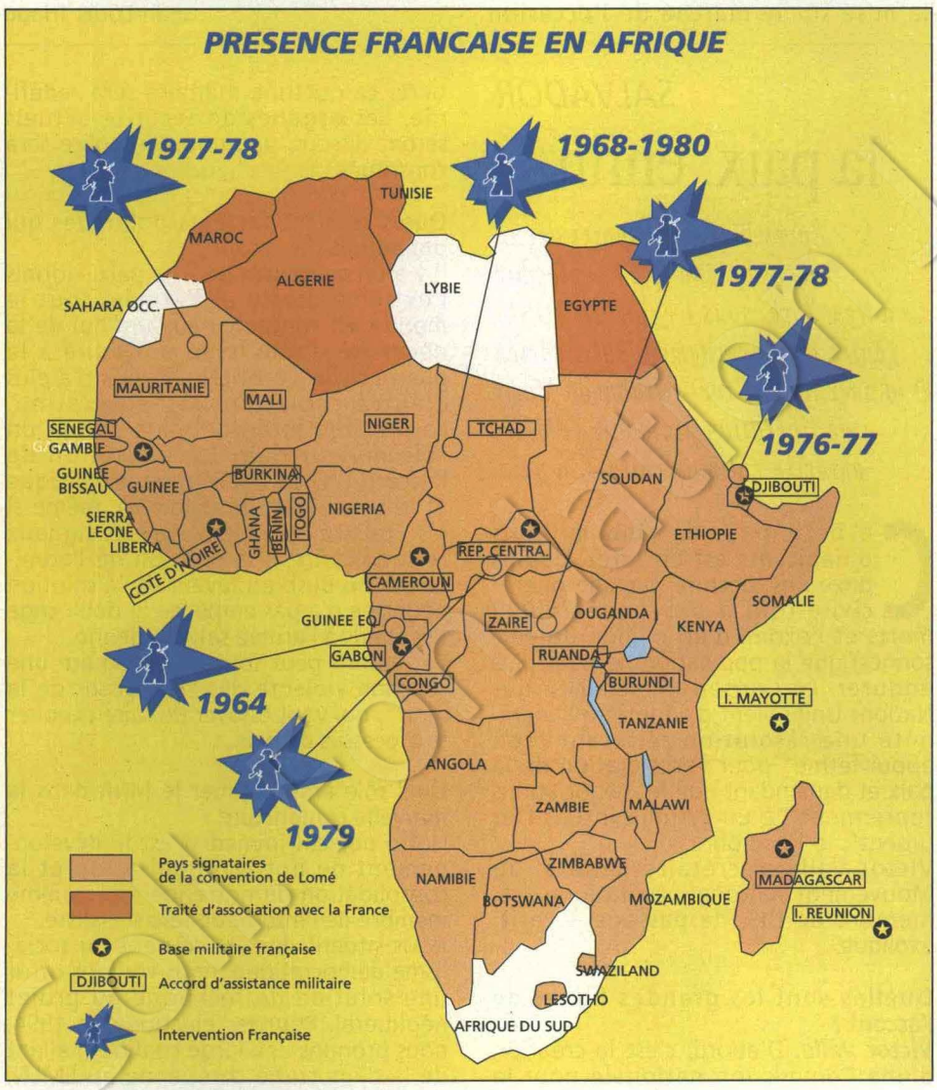
Même si Jean-Michel Belorgey reprend parfois certaines propositions déjà avancées par d'autres parlementaires ou timidement instaurées, l'ensemble des réformes qu'il prône n'en constitue pas moins des pistes de travail qu'il serait dommage de négliger.

(1) "Le Parlement à refaire", Editions Gallimard, 204 p., 90 F.

AFRIQUE NOIRE

un continent sans défense ?

Paradoxale situation de l'Afrique noire sur le plan stratégique. La défaite de la Libye au Tchad en 1987, le départ des militaires soviétiques et cubains de leurs points forts d'Ethiopie et d'Angola et la fin de l'affrontement Est-Ouest créent les conditions d'une détente durable.



Il y avait ainsi, en 1983, en Afrique, 12.000 conseillers militaires soviétiques et 40.000 soldats cubains (dont 23.000 en Angola), sans parler d'autres experts des pays de l'Est. Ils ont pratiquement tous été rapatriés aujourd'hui. Mais on mesure mieux maintenant combien le conflit Est-Ouest avait un effet structurant sur l'équilibre politique du continent. Les régimes en place pouvaient se positionner et marchander leur soutien aux grandes puissances. La fin de la guerre froide et le grand vent de la démocratisation qui l'a accompagné en Afrique ont donc contribué à ruiner ce modèle. Conflits de frontière, affrontements ethniques et tensions sociales incontrôlés constituent aujourd'hui les principaux facteurs d'insécurité sur le continent. Les explosions en chaîne agitent notamment la bande sahélienne, où se combinent les effets de la poussée du monde arabe vers le sud et ceux induits par la sécheresse : affrontements ethniques en Mauritanie, cas touareg au Mali et au Niger, poids des nomades sur l'Etat (ou ce qu'il en reste) au Tchad, conflit Nord-Sud au Soudan, éclatement de l'Empire éthiopien et de la Somalie dans la Corne. Le mouvement de démocratisation, qui touche surtout l'Afrique francophone, apporte une fragilisation particulière sur un champ encore plus vaste : les revendications politiques, sociales, culturelles ou ethniques s'expriment au grand jour dans des régimes marqués par plus d'un quart de siècle de despotisme et de répression. La crise de légitimité qui marque l'ensemble des systèmes politiques africains constitue donc aujourd'hui la menace principale pour la sécurité du continent. Dans de nombreux cas, les conflits internes tendent en outre à s'internationaliser : ainsi, la crise mauritanienne débouche sur un conflit de frontière avec le Sénégal, l'éclatement de l'Ethiopie et de la Somalie constituent une menace directe sur Djibouti, et l'implosion du Libéria met aux prises différents Etats voisins.

Le continent noir est mal préparé pour contrôler les tensions et les empêcher de dégénérer en conflits de plus grande envergure. La force interafricaine envoyée par l'OUA au Tchad, en 1982, est devenue l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire. L'ANAD (Accord de non-agression et d'assistance en matière de défense), structure de concertation créée en 1977 et réunissant le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo, a eu plus de succès lors du conflit armé entre le Mali et le Burkina Faso en décembre 1985, mais il s'est révélé impuissant dans le récent conflit mauritano-sénégalais. Enfin, le "Groupe de surveillance de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest" (CEDEAO) -qui réunit francophones et anglophones d'Afrique occidentale- a tenté, par la constitution d'une force armée d'interposition, de régler la crise libérienne, mais il s'est heurté à des difficultés techniques et politiques insurmontables. Sur le plan militaire, comme sur le plan économique et politique, la balkanisation du continent africain fait obstacle à la concentration des moyens et à l'unité de décision.

Il reste à préciser la partie jouée par la France dans un tel contexte. Depuis un peu plus de trente ans, la France a mis en place un dispositif qui a fait ses preuves -au moins sur le plan technique-, mais qui mériterait peut-être d'être revu à la lumière des dernières évolutions politiques. En 1960, il y avait plus de 60.000 militaires français stationnés en Afrique subsaharienne. Les effectifs

actuels sont tombés à un dixième de ce chiffre. La République centrafricaine, la Côte-d'Ivoire, Djibouti, le Gabon, le Sénégal et le Tchad abritent un peu plus de 6.000 hommes (dont plus de la moitié à Djibouti). Seuls huit pays -les mêmes, moins le Tchad, plus le Cameroun, les Comores et le Togo- ont signé avec la France des accords de défense. Aux termes de ces accords, les gouvernements des pays concernés peuvent faire appel à la France en cas de menace extérieure. La France a également signé, avec 21 pays africains subsahariens, des accords de coopération militaire qui portent essentiellement sur l'assistance en personnel, l'aide en matériel, et l'accueil des stagiaires.



▲ *Kinshasa, 26 septembre 1991, évacuation de la population européenne par les militaires français.*

En 1990, 900 officiers et sous-officiers servaient dans les armées africaines en qualité d'instructeurs et de conseillers ou, plus exceptionnellement, comme dans la 31e brigade parachutiste au Zaïre, avec des responsabilités directes de commandement. A ces chiffres, on peut ajouter 300 médecins, 30 pharmaciens et 80 paramédicaux. Pour la même année, l'aide en matériel peut être évaluée à 500 millions de F par an, soit moins de 1% des exportations d'armement françaises. Enfin, depuis 1960, 35.000 stagiaires ont été reçus, pour des durées variables, dans les écoles militaires françaises. Deux unités d'intervention, la 11e division parachutistes et la 9e division d'infanterie de marine, fortes de 20.000 hommes, complètent le système : ce sont elles que l'on a vu intervenir au cours de ces dernières années au Tchad (1983 et 1986), au Togo (1986), aux Comores (1989), au Gabon (1990), au Rwanda (1990) et au Zaïre, directement ou en renfort des forces prépositionnées, pour protéger les ressortissants français et apporter, aussi, un élément de dissuasion dans une situation jugée dangereuse ou anarchique. Mais l'armée française manque de gros porteurs à long rayon d'action, et il a fallu parfois requérir l'assistance américaine (ainsi pour le transport des missiles antiaériens à Ndjamena en février 1986).

Ce dispositif soigneusement articulé montre une fois de plus son efficacité. Il ne saurait suffire cependant à empêcher la montée des périls -qu'accentue (effet du désarmement européen) la mise sur le marché de l'occasion de matériels de guerre sans cesse plus sophistiqués. Ce n'est d'ailleurs pas sa fonction. Comme l'a déclaré Roland Dumas, à l'intention des autorités zaïroises : "Il paraît convenable de reprendre le processus démocratique." Le cas du Zaïre illustre de façon tragique l'urgence d'un tel changement. Après vingt-six ans d'existence (trois de plus que Moussa Traoré), le régime de Mobutu, qui avait su séduire ou amadouer, un temps, les différentes capitales occidentales, apparaît non comme un facteur d'ordre, mais comme le premier responsable du chaos. C'est dire à quel point la sécurité des pays africains dépend en premier lieu de l'instauration d'un véritable débat démocratique. La conférence de La Baule (juin 1990) avait rappelé cette exigence : après Hissene Habré et Moussa Traoré, Mobutu en fait aujourd'hui, enfin, la dure expérience.

Jean-Louis Triaud

HAITI
LA DEMOCRATIE EN DANGER

Un putsch militaire sanglant (au moins 25 morts et plus de 200 blessés), conduit par le général Raoul Cedras, a renversé, le 30 septembre, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide, démocratiquement élu fin 1990. La France, les Etats-Unis, le Venezuela et la CEE ont fermement condamné cette atteinte à la jeune démocratie haïtienne. La CEE et la France ont décidé de suspendre leur aide jusqu'au rétablissement de la légalité dans le pays. Le père Aristide, figure charismatique des jeunes des bidonvilles et des couches les plus défavorisées, contraint à l'exil, a quitté Port-au-Prince pour Caracas, avant de gagner Paris, où "tout sera mis en place pour l'accueillir, s'il le souhaite", a précisé le Quai d'Orsay.

SALVADOR
la paix, enfin...

Après bien des espoirs déçus, l'accord signé le 24 septembre à New York, sous l'égide de l'ONU, entre le gouvernement salvadorien et la guérilla du Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN) autorise enfin à croire à la paix.

Ce petit pays de cinq millions d'habitants est en effet, depuis onze ans, déchiré par une guerre civile (qui a provoqué 75.000 morts et l'exode d'un million de personnes) que la population ne peut plus endurer. Le Conseil de sécurité des Nations Unies vient d'adopter à l'unanimité une résolution réitérant "son appui ferme" pour l'accélération de la paix et demandant que les négociations reprennent "à un rythme intensif et urgent", le 12 octobre.

Victor Valle, secrétaire général du Mouvement national révolutionnaire, membre de l'IS, de passage à Paris, explique.

Quelles sont les grandes lignes de l'accord ?

Victor Valle. D'abord, c'est la création d'une Commission nationale pour la consolidation de la paix (COPAZ), chargée de superviser les accords politiques dans le cadre du processus de paix. Cette commission est composée de membres du gouvernement, de l'armée, des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. Concernant les forces armées, gouvernement et guérilla détermineront les modalités de réduction et d'épuration de l'institution militaire. La doctrine militaire sera redéfinie. Les organes de sécurité actuels seront dissous, une nouvelle police sera constituée.

Quels sont les facteurs politiques qui ont permis cet accord ?

Il y a un consensus pour la paix. Hormis l'extrême droite et l'armée, tout le monde est convaincu aujourd'hui de la nécessité d'une issue politique à la guerre civile. Le FMLN sait qu'il n'a plus d'autre choix que la négociation. La pression internationale a joué un rôle majeur dans la réalisation de l'accord (l'ONU, mais aussi le Mexique et le Venezuela, notamment), même si les Etats-Unis ont envoyé des signaux contradictoires : la position de l'administration Bush en faveur de la solution négociée n'a pas empêché le déblocage des fonds à l'armée salvadorienne.

Cet accord peut toutefois produire une réaction violente des "escadrons de la mort", qui vont essayer de faire échouer le processus de paix.

Quel rôle entend jouer le MNR dans la nouvelle conjoncture ?

Notre objectif immédiat est le développement de notre organisation et la consolidation de notre identité comme membre de l'Internationale socialiste.

Nous situant dans le courant du socialisme démocratique, nous voulons offrir une solution de rechange au projet néolibéral. Pour les élections de 1994, nous prônons une large coalition, allant de la démocratie chrétienne au FMLN, seule en mesure de battre l'Arena, le parti du président Cristiani, dont la majorité de la population rejette la politique économique.

Pour affronter cette période de transition démocratique, nous aurons besoin de tout le soutien des gouvernements et des partis amis.

Propos recueillis par Luc Brouard



▲ *Finie l'alerte permanente pour les bombardiers nucléaires américains.*

de plus en plus sûrement vers le désarmement

Le 28 septembre, le président George Bush a sans doute mis un terme à la course aux armements à laquelle se livraient Soviétiques et Américains depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Entérinant la disparition de l'affrontement Est-Ouest, il a annoncé un programme concernant l'ensemble de l'arsenal nucléaire.

Les Etats-Unis vont détruire unilatéralement tous les engins nucléaires de courte portée (moins de 500 kilomètres) stationnés en Europe. Environ 4.000 armes vont disparaître. Le président Bush a émis le vœu que les Soviétiques suivent cet exemple. Ces armes étaient surtout destinées à compenser la supériorité des forces conventionnelles du pacte de Varsovie, qui n'existe plus. Les Etats-Unis veulent que les 17.000 armes nucléaires tactiques soviétiques soient détruites le plus rapidement possible, car on craint qu'elles n'échappent au contrôle du pouvoir central, notamment pour aboutir dans l'arsenal de pays du tiers monde voulant se doter de l'arme nucléaire.
Pour ce qui est des armes nucléaires stratégiques, le président Bush propose, en allant beaucoup plus loin que ce qui est prévu par les accords Start, de négocier l'élimination des missiles intercontinentaux basés à terre et emportant plusieurs ogives nucléaires. Ces missiles ont toujours été considérés comme les plus déstabilisants, car ils constituaient une proie tentante pour un agresseur qui, en une frappe, pouvait détruire plusieurs armes. De plus, traditionnellement, les Américains ont toujours donné la priorité aux sous-marins nucléaires, les Soviétiques préférant les missiles terrestres.
Bush propose également d'abandonner les missiles mobiles et met spectaculairement fin au régime d'alerte permanente des bombardiers nucléaires américains.
Le Président américain propose aux Soviétiques de développer en commun un système de défense antimissiles (version limitée du programme IDS de Reagan) pour montrer la solidarité des grands pays nucléaires face à d'éventuels Etats proliférateurs du Sud. De plus, Washington a besoin, pour aller plus loin dans ce programme, de l'accord de Moscou pour mettre fin au traité ABM signé en 1972.
Le discours a été fort bien accueilli dans le monde. Mikhaïl Gorbatchev s'en est félicité et devrait répondre positivement. Pour François Mitterrand, "ces propositions doivent permettre d'accélérer la réduction des arsenaux nucléaires redondants." Pierre Joxe s'est félicité que la France ait contribué à ce mouvement en arrêtant le programme de missiles S45 et en mettant sous cocon les missiles Hades.
La France, ont précisé ses dirigeants, n'est cependant pas concernée à ce stade par les réductions nucléaires. Elle possède à peine 400 ogives. Après avoir mis en vigueur les accords Start et les réductions proposées par George Bush, Moscou et Washington en auraient toujours plus de 6.000. L'écart est encore de taille.
En 1983, le président Mitterrand avait fixé trois conditions pour que la France participe à une négociation sur la réduction des armes nucléaires : réduction des arsenaux des deux grands, correction du déséquilibre conventionnel et chimique en Europe et arrêt du développement des technologies antimissiles. Les deux premières conditions sont remplies. La perspective de la troisième, au contraire, s'éloigne. Car si George Bush met fin à la course aux armements sur terre, il la relance dans l'espace en proposant d'abroger le traité ABM.
Notons enfin que la France, qui a toujours prôné une politique de dissuasion de stricte suffisance, à l'opposé de la course aux armements, et a toujours combattu la doctrine de riposte graduée qui reposait sur la multiplication des armes nucléaires tactiques, voit sa stratégie validée.

Pascal Boniface,
président de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BRE

■ James Baker s'apprête à entamer une septième tournée au Proche-Orient pour mettre sur pied la conférence de paix. Il a enregistré avec satisfaction la décision de l'OLP de participer à ce processus, la représentation palestinienne restant la question la plus sensible.

■ En Irak, la 6e mission nucléaire de l'ONU, bloquée quatre jours sur un site d'inspection, a quitté Bagdad
-après dix jours au lieu des quinze prévus-, par décision de l'ONU
et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. David Kay, le chef de mission, estime que "les principaux objectifs ont été atteints."
Une nouvelle mission balistique et une "importante" mission chimique doivent se rendre prochainement en Irak.

■ La Tchécoslovaquie et la France ont signé, le 1er octobre, un traité d'amitié et de coopération. La levée de la réserve française à l'importation par la CEE de viande polonaise, hongroise et tchécoslovaque (assortie d'assurances sur la protection de ses éleveurs) est pour beaucoup dans le bon climat entre les deux pays.

■ Violeta Chamorro, présidente du Nicaragua, en visite officielle à Paris, souhaite que la France renonce à la dette contractée par son pays.

■ La guerre civile s'étend chaque jour davantage en Yougoslavie. L'armée fédérale, après ses menaces de destruction "d'objectifs vitaux" et de guerre totale en Croatie, a refusé l'offre de négociation du Président croate Tudjman. Chaque partie se rejette la responsabilité de la violation des accords successifs de cessez-le-feu, alors que Dubrovnik est déjà encerclée par les forces fédérales. L'émissaire européen H. Wijnaendts estime que la CEE peut encore jouer un rôle décissif grâce à ses observateurs sur le terrain. Mais les neuf pays membres de l'UEO n'ont pu se mettre d'accord sur le déploiement d'une force militaire européenne d'interposition.

LES BUREAUX D'AIDE AUX VICTIMES

une solidarité concrète

Dans tout le pays, plus de 140 services spécialisés reçoivent les victimes d'infractions pénales, les informent sur leurs droits et les aident dans leurs démarches.

Les premiers bureaux d'aide aux victimes apparurent en 1982, sous l'impulsion de Robert Badinter, alors ministre de la Justice. Mais ce n'est qu'en 1983, par une loi, que prenait corps l'idée d'une indemnisation par la société des victimes d'infractions pénales dont les auteurs sont inconnus ou insolvables. Pour donner un essor à cette loi, le Garde ses Sceaux se tourna vers le monde associatif. Aujourd'hui, il existe en France 144 services d'aide aux victimes (sans compter les antennes) dont 25 bureaux municipaux. Plus de 90% de ces services sont adhérents à l'Institut national d'aide aux victimes (l'INAVEM). La plupart sont subventionnés par le ministère de la Justice. On trouve des services d'aide aux victimes dans presque tous les départements.



A qui s'adresse l'aide aux victimes ?

A toutes les personnes victimes d'infractions pénales : vol, escroquerie, abus de confiance, agression, viol, attentat... mais aussi accidents de la circulation, difficultés familiales, de garde d'enfant, d'abandon de famille, violence conjugale... Le service d'aide aux victimes est incompétent pour traiter les questions liées au divorce, au droit du travail, au droit de la consommation. Il ne peut que diriger vers des associations adéquates. L'aide aux victimes est entièrement gratuite.

Quelle aide trouve-t-on ?

La priorité des priorités est l'écoute, une écoute active, adaptée. Les victimes sont souvent traumatisées physiquement et psychologiquement. Cette écoute peut les aider à surmonter le choc de l'agression. Les accueillants (plus de 700 personnes dans tout le pays, dont seulement 70 salariés) ont suivi une formation spécifique. Mais, dans les cas plus graves (le viol, par exemple), les bureaux d'aide aux victimes travaillent avec des psychologues. "Il n'est pas question, explique Monique Cellerin, directrice de l'INAVEM, de faire une thérapie mais, éventuellement, d'orienter vers un service plus adapté." Les accueillants sont choisis pour leurs compétences professionnelles (juristes, assureurs en retraite...). "Nous sommes très sévères dans le recrutement", confirme la directrice. L'écoute est donc le travail de base mais les accueillants apportent aussi une aide technique. Ils expliquent la procédure à suivre, traduisent les documents administratifs dans un langage plus clair, aident à remplir les documents, conseillent de prendre un avocat si c'est utile... Les services d'aide aux victimes sont en contact continu avec la police, les magistrats, les services sociaux, les collectivités...

L'indemnisation

Une action pénale, dans la plupart des cas, aboutit à une condamnation. Mais ne signifie pas pour autant indemnisation car, souvent, les délinquants sont inconnus ou insolvables. Dans ce cas, le service d'aide aux victimes dirige les personnes vers la commission d'indemnisation des victimes. Chaque victime peut aussi saisir individuellement cette commission en s'adressant au tribunal d'instance de son domicile ou celui du lieu où les faits ont été jugés. Depuis 1986, les victimes d'actes de terrorisme sont intégralement prises en charge par un fonds de garantie spécial. Pour les autres préjudices corporels graves (arrêt de travail égal ou supérieur à un mois), la loi du 6 juillet 1990 prévoit l'indemnisation par un fonds de garantie des victimes d'infractions pénales alimenté par un prélèvement de 4 F sur toutes les polices d'assurance. Il n'y a pas de plafond, l'indemnisation est totale. Pour les préjudices matériels et petits préjudices corporels, l'indemnisation est soumise à plusieurs conditions : avoir des ressources inférieures à 5.250 F par mois, se trouver, du fait de l'infraction, dans une situation matérielle grave... mais dans tous les cas, l'indemnisation est limitée à 15.730 F. Il est possible de faire la demande d'indemnisation aussitôt après l'infraction sans attendre le jugement (l'indemnisation est assez rapide).

Le rôle de l'INAVEM

L'institut *(1)* est né en 1986. Organisme de liaison, sa mission est de diffuser l'information entre les services, d'organiser la formation des accueillants et de faire connaître l'aide aux victimes. L'INAVEM est un intermédiaire auprès des services publics qui le consultent régulièrement.

Chrystie Lipani

(1) INAVEM, 4-14 rue Ferrus, 75014 Paris, ☎ 45.88.19.00.

... EN BREF...

■ Le Salon du bricolage se tiendra, du 18 au 27 octobre, au parc des Expositions de la porte de Versailles, hall 2/1, à Paris.

■ Le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux estime que "les vendanges devraient être de très bonne qualité malgré les derniers orages."

■ "Que choisir-pratique", d'octobre 1991 (45 F), propose 130 lettres types pour défendre vos droits. De quoi résoudre les litiges dans différents domaines.

■ Assurance automobile : les jeunes conducteurs bénéficieront de nouvelles mesures dès le 1er janvier 1992. Le taux maximal de la surprime appliquée parfois par les assureurs est ramené à 100% au lieu de 140%. Pour favoriser les jeunes conducteurs ayant suivi une formation en conduite accompagnée, elle ne pourra pas dépasser 50%. (Les assureurs ne sont pas tenus d'appliquer une surprime, ni d'aller jusqu'au taux maximal autorisé).

■ Le premier parc de loisirs européen de Walt Disney, "Euro-Disney", a décidé de fonder sa propre agence de voyages : "Euro-Disney Vacances". Le futur parc de Marne-la-Vallée (qui devrait ouvrir en avril 1992) sera doté de plus de 5.000 chambres d'hôtel.

■ Roger Cabridenc vient d'être nommé président du conseil scientifique de la marque NF-environnement. Les premiers produits portant le label vert NF-environnement devraient sortir dans quelques mois.

■ Chambéry accueillera les 19 et 20 octobre de 9 h à 19 heures, salle des Conventions, le XVe Salon international de la bande dessinée. En vedette, Meziere, père de la célèbre BD "Valérian" et une grande exposition spéciale enfants.

■ Les deux chaînes publiques A2 et FR3 retransmettront aussi les JO de Barcelone. Jusqu'à présent, seul Canal Plus devait le faire.

■ Comment créer sa propre société ? Jeanne Courouble, chef d'entreprise, essaie de répondre en livrant informations techniques et adresses utiles dans un ouvrage intitulé "Créez et développez votre entreprise" (éditions Marabout).

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

25 septembre
"Arrêtons le massacre !", s'écrie Alain Juppé dans "Le Figaro" en jugeant sévèrement le comportement des dirigeants de l'opposition qui prépare ce qu'il appelle "un véritable suicide collectif". Et pour être tout à fait clair, il ajoute : "La perspective de l'élection présidentielle tourne les têtes. Une bonne demi-douzaine de responsables ne pensent qu'à ça." Il dira même plus tard "une dizaine", toujours sans citer aucun nom. Sans doute pour ne pas avoir à prononcer celui de Chirac !

26 septembre
La mort de Klaus Barbie. A Valéry Giscard d'Estaing, plus disert sur d'autres sujets, elle n'inspire, ce matin, à France-Inter, que ces mots : "Justice est faite". Même en insistant, on ne lui arrachera rien de plus, pas même que l'ancien chef de la Gestapo de Lyon aura survécu près d'un demi-siècle, et sans jamais renier son passé nazi, aux centaines d'hommes, de femmes et d'enfants qu'il avait sciemment envoyés à la mort. Et aussi qu'il reste encore au moins trois Français inculpés pour crimes comparables et qui n'ont jamais été jugés : Paul Touvier, René Bousquet et Maurice Papon.

29 septembre
Je ne sais pas si, comme le dit Louis Mermaz, la puissante manifestation tranquille des agriculteurs l'aidera dans ses négociations à Bruxelles. Il est clair, en tout cas, que les organisateurs ont gagné leur triple pari : rassembler 200.000 personnes dans la capitale, gagner la sympathie des Parisiens grâce à une opération charme dans chaque arrondissement et ne pas se laisser récupérer par les chefs de file de l'opposition. On a, certes, vu Giscard jouer de l'accordéon avec les Auvergnats et Chirac courir de l'un à l'autre pour serrer le plus de mains possible mais ce n'est pas à eux, pas plus qu'à Le Pen ou à Lajoinie, qu'est revenu la vedette. Il faut maintenant, et ce n'est pas le plus facile, répondre au cri de désespoir du petit paysan, éleveur ou producteur de lait, qui pourrait être, la prochaine fois, plus violent. Même si le nombre des agriculteurs est sans doute appelé à diminuer encore dans les dix prochaines années, l'équilibre du pays exige que l'espace rural ne soit pas dépeuplé. Encore faut-il donner à ceux qui restent à la terre les moyens de vivre décemment.

30 septembre
Bravo aux maires de toutes tendances qui avaient choisi ce week-end le lieu symbolique du château de Vizille pour proclamer leur refus de l'intolérance et du racisme et le rejet de toute alliance avec le Front national. C'est par un travail concret dans les villes et les banlieues qu'on fera reculer Le Pen et non, bien sûr, par sa vedettisation dans les médias, comme on l'a encore vu l'autre jour, quand il est venu faire son numéro à l'Assemblée nationale. Contrairement à une idée répandue -un hebdomadaire nous expliquait encore la semaine dernière "comment Le Pen tisse sa toile"-, rien n'indique qu'il soit aujourd'hui en progrès. A preuve, la façon dont les agriculteurs l'ont marginalisé dimanche dans leur cortège. A preuve aussi la plupart des dernières élections partielles dont on ne retient que la progression en pourcentage du Front national, due aux abstentions massives, sans voir qu'en réalité il perd des voix par rapport aux élections précédentes (près de la moitié, par exemple, lors de la dernière cantonale à Marseille), ce qui veut dire qu'il ne fait guère de nouveaux adeptes. Le Pen demeure, bien sûr, un danger pour la démocratie, mais qui serait sans doute bien moindre si, dans l'opposition et dans la presse, certains ne s'évertuaient à courir après lui.

Premier numéro du nouveau quotidien "La Truffe", dont le directeur affirme qu'il est "sans opinion". La une est consacrée à un article sur les "fausses factures du PS" et à un autre à la gloire de l'avocat sulfureux Vergès. Curieux, non ?

VIRGIL TANASE

La conscience de l'inconscient

Est-il abusif de lier Freud à Wittgenstein, la psychanalyse à la philosophie inquiète de celui qui fut un des esprits les plus tourmentés du début de ce siècle ? Peut-être moins qu'on ne le pense. Deux ouvrages récents nous donnent l'occasion d'y réfléchir.

"L"Homme Freud" (1), de Lydia Flem, est un "roman de l'inconscient". Sa construction navigue entre la biographie et un répertoire thématique. La méthode de l'auteur est simple : il part du principe qu'entre la vie de Freud et son œuvre, les liens ne sont pas innoncents. Si "l'appareil psychique est territoire : province, royaume, terre nouvelle, terre promise, terre gagnée sur la mer", Lydia Flem trouve légitime de nouer ensemble les textes où Freud parle de voyages et ses propres pérégrinations, comme si, entre les lieux traversés et ceux de l'imaginaire, des communications subtiles s'établissaient. A-t-elle raison ? On pourrait se le demander si tel était le but du livre. Il s'agit, en fait, d'un travail plus délicat et plus enthousiaste : créer, suis-je tenté de dire, des ambiances afin que le lecteur, supposé connaisseur, en gros, de Freud, puisse prendre plaisir et s'enflammer. Prenez, autre exemple, l'archéologie. Le chapitre que lui consacre Lydia Flem en faisant des rapprochements entre les écrits de Freud et les recherches de l'époque, trouve son alibi dans le principe que le passé est une force guérissante : "La force du passé, écrit-elle, que l'on suppose disparu et qui est pourtant parfaitement conservé, c'est sa puissance de réapparition d'un présent démoli. L'origine n'est pas seulement une nostalgie romantique, elle véhicule un principe de guérison."

Plus classique, ouvrage d'érudition, *"Wittgenstein, les années de jeunesse" (2)*, de Brian Mc Guiness, suit avec profusion de détails l'itinéraire du philosophe viennois (comme Freud) et d'origine juive (comme lui). Les lectures de Wittgenstein permettent à Brian Mc Guiness des vrais petits essais sur Goethe, sur Weininger, sur Emerson, sur Tolstoï, sur Russel (son maître) : la présence de Wittgenstein sur le front est l'occasion d'un long chapitre sur la Première Guerre mondiale. Ce genre de livre fatigue et déroute, parfois, le lecteur. Il n'en reste pas moins que l'on suit avec intérêt un itinéraire qui conduit des études d'ingénierie, aux recherches mathématiques et, de là, vers un mysticisme singulier. Assoiffé de certitudes, Wittgenstein se désole de ne pas en trouver. Son "Tractatus Logico Philosophicus" (1921-1922) est une démarche mystique : "La lecture de ce livre a donc un objectif, note Brian Mc Guiness. On peut le comparer à une initiation à des mystères et, lorsqu'on y est parvenu, on peut oublier." Car le problème de Wittgenstein est là : "La philosophie a besoin de la logique, mais celle-ci montre l'impossibilité de toute philosophie." Toute sa vie, Wittgenstein s'efforce de dire ce qui ne peut que se montrer, de faire passer dans les mots qui sont les instruments inadéquats du philosophe, la révélation d'un indicible, d'une somme de principes premiers indémontrables et avec lesquels il nous faut faire. "Nous dormons, écrit Wittgenstein. Notre vie est comme un rêve. Mais dans nos meilleurs moments, nous nous éveillons : juste assez pour nous apercevoir que nous rêvons."

Il est peut-être légitime de rapprocher ces phrases de celles dont Lydia Flem se sert pour conclure son ouvage sur Freud : "Puisque toute la tradition européenne voit une légitime passion dans la volonté de connaître et de savoir, il y a de la sagesse à oser ne pas comprendre" ? Cette même sagesse semble avoir guidé à la fois Freud et Wittgenstein.

"Puisque toute la tradition européenne voit une légitime passion dans la volonté de connaître et de savoir, il y a de la sagesse à oser ne pas comprendre."



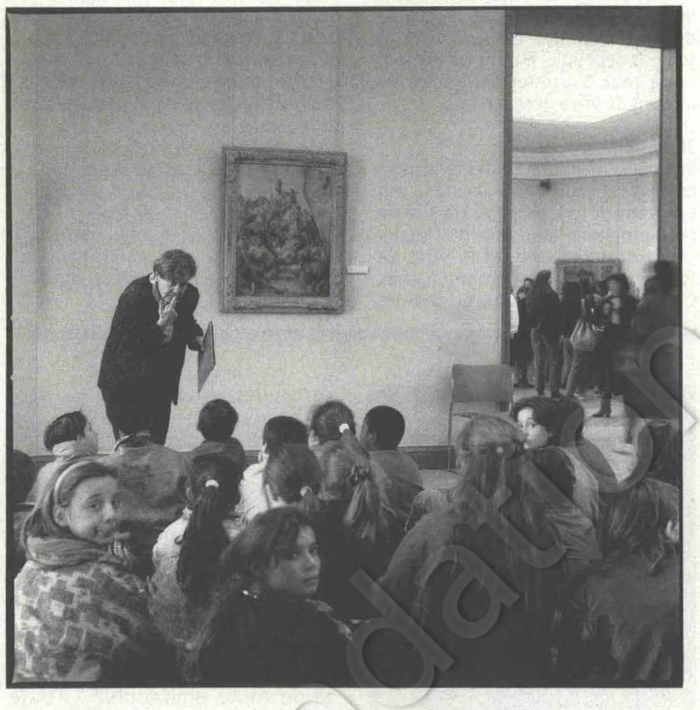
▲ *Juin 1938 : Freud traverse Paris dans son voyage vers l'exil. ... Comme si, entre les lieux traversés et ceux de l'imaginaire, des communications subtiles s'établissaient.*

(1) Le Seuil, 280 p., 110 F.
(2) Le Seuil, 296 p., 140 F.

70 millions de visiteurs

Savez-vous que soixante-dix millions de personnes ont visité un musée français l'année dernière ?
Savez-vous qu'au mois d'août plus de 712.000 personnes sont allées au musée du Louvre ?
Savez-vous que, pour leurs grandes rétrospectives, Manet a attiré 735.197 visiteurs et Gauguin 623.297 ?
Savez-vous qu'il existe, en France, quelque 3.000 musées dont 1.000 musées publics (une densité unique au monde) ?
Savez-vous que, de 1980 à 1990, la fréquentation des musées nationaux est pratiquement passée du simple au double ?
Savez-vous que, depuis 1981, près de 300 chantiers ont profondément transformé le paysage de nos musées qui constituent, aujourd'hui, un des domaines les plus dynamiques du secteur culturel ?
Sentez-vous combien a changé le contenu même du mot musée ? Qui, hier, fleurait si souvent la poussière et, aujourd'hui, exprime la diversité.
Pendant tout le mois d'octobre, les musées de France seront en fête. Aux quatre week-ends correspondront quatre temps forts.
• *Les 5 et 6 octobre :* les copistes amateurs se verront ouvrir les portes de 250 musées et notamment des plus réputés.
• *Les 12 et 13 :* visites avec des guides d'un jour. Alain Decaux accueillera les visiteurs du Grand Trianon ; Roger Hanin sera le cicérone du musée de la Police à Paris et Claude Luter celui du musée du train miniature de Rambouillet. De même, Paco Ibanez au musée du Berry, à Bourges ; Leslie Caron au musée Girodet de Montargis et Agnès Varda au musée des Beaux-Arts de Nantes. Et des dizaines d'autres.
• *Les 19 et 20 :* "La Fureur de lire". Rencontres, débats, signatures, animations.
• *Les 26 et 27,* enfin, ce sera la grande collecte des musées de société. Le public pourra participer à l'enrichissement des collections en apportant aux musées des objets témoins de la vie sociale ou domestique, de l'histoire des techniques ou des documents s'y rapportant. Exemple : la pêche en mer pour Fécamp, le chapeau à Chazelles-lès-Lyon, la Seconde Guerre mondiale à Caen, la mesure du temps à Besançon, etc.

J.G.



▶ *Au musée national de l'Orangerie, Paris.*

CINEMA

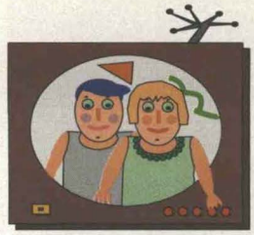
"Prospero's books"

Adaptation délirante de "La Tempête", de Shakespeare, par Peter Greenaway, qui en a fait un opéra-ballet-concert-tableau vivant. Ne vous attendez donc pas à un film classique, mais à un spectacle total. Laissez-vous envahir par le foisonnement d'images, de personnages extravagants, par les ballets incessants et par les chants superbes. Ou bien essayez de vous y reconnaître dans ce spectacle débordant de symboles, dans ces innombrables personnages mythologiques.
A la fin du XVIe siècle, Prospero, duc de Milan, est chassé de son trône par son frère qui l'exile, avec sa fille Miranda, dans une île hors d'Europe. Son imagination débordante lui fait ériger des palais, des bains et des jardins, sur le modèle de la Renaissance italienne. Et une très riche bibliothèque où se trouvent les "Prospero's books", les "livres de Prospero" qu'il a emportés dans son exil et dont il tire sa puissance, lui permettant d'inventer des personnages fantastiques qu'il tient ensuite en son pouvoir.
John Gielgud, interprète de Prospero au théâtre depuis 1930 (il a 87 ans), a toujours voulu en faire un film, et Peter Greenaway a conçu le scénario dans la perspective de son interprétation, de sa voix surtout, puisque John Gielgud joue tous les rôles, s'identifiant au couple Prospero-Shakespeare.
Avec cette mise en scène somptueuse, l'Anglais Peter Greenaway ("Meurtres dans un jardin anglais", "Le Ventre de l'architecte") poursuit une œuvre de fou visionnaire controversée. A Venise, si certains n'ont pas aimé, la grande majorité lui a réservé un accueil enthousiaste.

C.P.

▼ *L'entrée de la bibliothèque de Prospero.*





TV

DIGNITE

Qu'est-ce que la dignité d'un homme ? Se mesure-t-elle ? La dignité n'est-elle pas naturelle ? Ces questions, avec beaucoup d'autres, se posent à l'issue de la première émission des "Années algériennes" (A2). Comment ne pas être révolté par l'arrogance et le mépris de cet ancien maire d'une commune de la Mitidja, propriétaire d'un immense domaine, racontant d'une voix paisible comment il lui était arrivé de gifler ses ouvriers agricoles ? N'étaient-ils pas nés, ces impertinents, sur la propriété ? N'avaient-ils compris leur chance de posséder un maître excellent, leur seul bien ? L'Arabe, comme le Noir de "Autant en emporte le vent", est taillable, corvéable, giflable à merci. Ils demeurent des éléments de décor pour romans ou films, des silhouettes.
La France a souvent peur de regarder son passé. Elle le tronque, le néglige, le truque, le falsifie, l'oublie. Les manuels, au fil des Républiques, soulignent les oublis officiels. Il convient donc de saluer, d'applaudir, d'apprécier, de recommander "Les Années algériennes" de Philippe Alfonsi, Bernard Favre, Patrick Pesnot et Benjamin Stora. Les critiques et les dénonciations accueillant le début de la série prouvent ses qualités. Enfin, à travers récits, témoignages, images, on tente de cerner non la vérité, mais des vérités. Chacun s'exprime sur cette époque où l'Algérie, pour une minorité, regorge de richesses. Ne pas imaginer, alors, qu'un jour la situation exploserait souligne que les politiques n'avaient pas encore compris qu'après la Seconde Guerre mondiale un certain ordre capitalo-impérialiste des nations occidentales européennes était frappé à mort.

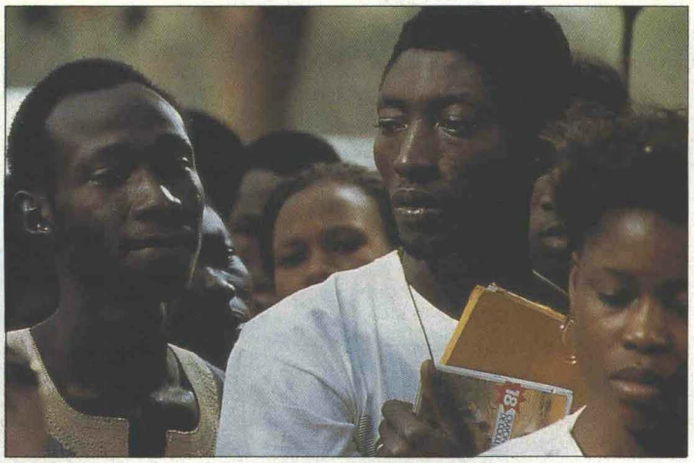
"Les Années algériennes", prise de parole indispensable, moments privilégiés de télévision éducative, donneront-elles naissance à d'autres réexamens ? De la Commune de Paris aux mutineries de 1917, de vastes champs d'investigation sont ouverts.
"Océaniques" (FR3) a donc consacré à Vercors en extrême fin de soirée deux émissions de Gilles Plazy et Dominique Rabourdin.
Au printemps dernier, pour le n° 100 de "Vendredi", Vercors évoqua, dans une de ses dernières interviews, les dessins que, sous le nom de Jean Bruller, il avait donné au "Vendredi" du Front populaire.
Vercors ne serait-il que l'auteur de l'inoubliable "Silence de la mer" ? N'a-t-on pas oublié qu'il a rédigé ou illustré plusieurs dizaines de livres ? Vercors, jusqu'à la fin de sa vie, s'est battu pour des valeurs qui ne sont pas celles d'un Valéry Giscard d'Estaing. Il a cru, compagnon de route, au communisme, mais il a compris assez vite que l'espoir était ailleurs.
Vercors nous a donné une leçon d'humanisme et de république. Un excellent exercice pour lutter contre l'invasion de la démagogie. Relisons "Le Silence de la mer", "La Marche à l'étoile" et les autres.

P.Y.

le cinéma africain arrive

L'un des événements notables du dernier Festival de Cannes fut la percée d'une nouvelle génération de cinéastes africains qui présentaient cette année quatre longs métrages.
"Laafi" est le premier à être sorti en salles. Se déroulant entièrement en ville, il dénonce le népotisme qui prive d'éducation supérieure les plus brillants adolescents, au profit des fils de famille. Le film vaut surtout pour sa peinture de la vie quotidienne : depuis les marchands ambulants, les quartiers populaires jusqu'aux villas cossues et aux ministères. Le réalisateur, le Burkinabé S. Pierre Yaméogo, a tourné grâce à l'aide de son pays et de la France. Le Burkina Faso, malgré sa pauvreté, tient un grand rôle dans le cinéma d'Afrique, surtout depuis la création du Festival panafricain de Ouagadougou (1).
"Ta Dona" (Mali), "Laada" (Burkina Faso) et "Sango Malo" (Cameroun), qui sortira en décembre, présentés également à Cannes, traitent des coutumes rurales confrontées à la modernité. Et posent un certain nombre de questions. Que faire pour conduire l'Afrique à la démocratie et la sortir du sous-développement ? Que faire de la tradition et de la fuite des cerveaux ?
Si le cinéma africain est fortement aidé par le ministère de la Coopération, c'est qu'il peut contribuer à améliorer l'image de l'Afrique dont on ne connaît généralement que la famine, les guerrres et le sous-développement.

C.P.

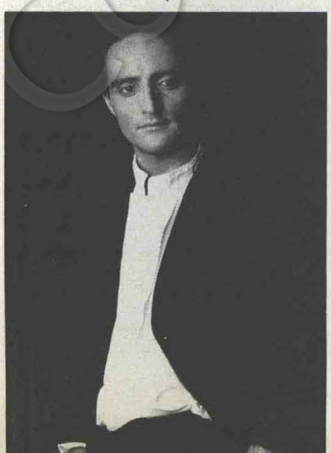


▲ *"Laafi", de S. Pierre Yaméogo.*

(1) "Images d'ailleurs" propose une rétrospective du festival de Ouagadougou, jusqu'au 8, au centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef, 75005 Paris. ☎ 42.5I.85.55

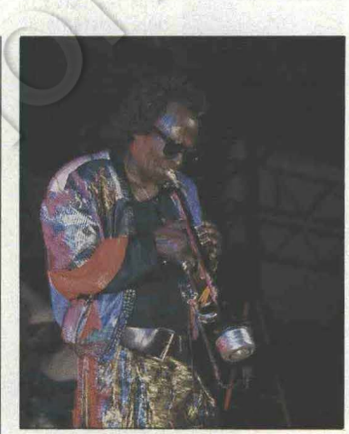
Mesguich à Lille

La Salamandre cède la place à la Métaphore. Le nouveau directeur du théâtre national de la région Nord-Pas-de-Calais, Daniel Mesguich, déborde d'enthousiasme.
Désormais, une troupe permanente de comédiens sera attachée à la Métaphore. Des représentations de plus longue durée sont prévues. Une carte "bis" permettra aux spectateurs d'assister à une seconde représentation du même spectacle. Chaque mois, une grande vedette -Mesguich cite Jeanne Moreau, Michel Piccoli, Nicole Garcia- lira une pièce inconnue.



Cette saison, douze créations sont au programme. Coup d'envoi le 12 octobre avec "Marie Tudor", de Victor Hugo, dans une mise en scène de Daniel Mesguich. Des coproductions comme "Don Juan revient de guerre", de Von Horvath (janvier 1992), permettront à d'autres villes -Rennes, Dijon et Strasbourg- de s'associer. But de Daniel Mesguich : offrir de plus en plus de créations de qualité aux gens du Nord "qui sont extraordinairement chaleureux, et à leur région en pleine expansion. Mes comédiens et moi nous y plaisons tellement, que presque tous y vivons à temps complet." Quelques retours à Paris lui permettent d'assurer ses cours au conservatoire d'art dramatique.
Daniel Mesguich se félicite d'avoir accepté la proposition de Pierre Mauroy de prendre la direction du théâtre national de sa région. Avec un contrat de trois ans renouvelable, Daniel Mesguich n'entend pas dépasser les six ans : "Avoir le temps de construire, mais pas celui de s'installer." A moins que, d'ici là, les Lillois et lui ne puissent plus se passer les uns des autres !
La Métaphore ☎ 20.40.10.20

N.A.



Miles Davis

Il paraît qu'il roulait en Ferrari, qu'il courait les jupons. On dit même qu'il se droguait et que sa pneumonie, elle avait plutôt des allures de sida. Non ? Vous êtes sûr ? Voui ! Voui ! Même qu'il tournait le dos au public. Oh ! Mais quel musicien ! Quel artiste !
Quelle pitié ! Quand on l'aura lavé de toutes les pauvres anecdoctes, de tous les tristes ragots dont on l'affuble depuis ce malheureux week-end, peut-être pourra-t-on parler décemment, dignement, du génie qui vient de laisser pas mal d'orphelins sur le carreau, KO.

F.T.

... EN BREF...

■ **Un grand concert pour 30 F. Dans la tradition de l'orchestre Colonne, l'Orchestre de Paris propose trois beaux programmes aux moins de 25 ans : Christian Zacharias (5/10) ; Lawrence Foster (30/11) et Semyon Bychkov (15/12). Châtelet, samedis, 11 h.**

■ Des dictionnaires multilingues. Harrap's édite le premier ouvrage "européen". 20.000 mots du langage courant sont recensés, traduits en 5 langues (allemand, anglais, espagnol, français, italien) et présentés sous forme de tableaux, en 5 classements alphabétiques, de "abajo" à "zwolf". 89 F.

■ **Le seul socialiste de courant alternatif, Guy Bedos, va, avec Pierre Palmade, nous asséner ses petites drôleries et autres méchancetés sans importance. A Cachan, les 5-6 ; Quimper, le 9 ; Loudéac, le 10 ; Lisieux, le 15. Sainte-Thérèse, riez pour nous...**

■ La cassette deux titres part bien. Cette cassette de courte durée, destinée à remplacer le 45 tours, lancée en juin dernier, s'est déjà vendue en France à 1.500.000 exemplaires.

■ **Ça va chalouper sec et "live" dans les salles de concert. Procol Harum se reforme pour un "come back" du célébrissime "A whiter shade of pale". Titre du nouvel album : "The prodigal stranger".**

■ Dans la série "Y a bien longtemps que le ridicule ne tue plus" : la maison de disques Arista-BMG envisage de rembourser partiellement (sic !) les acheteurs de l'album "Girl you know it's true" des Milli Vanilli, vrai-faux groupe d'une réelle arnaque du show-biz. Les "artistes" chantaient en play back et n'ont jamais pu pousser une seule note en studio.

■ **Le "RIF 92" est paru. 800 pages, 55 rubriques, 8.000 contacts, ce guide de la musique s'enrichit cette année de deux rubriques : la musique classique et le spectacle. 295 F.**

■ Edvard Munch et la France. Exposition consacrée au grand peintre norvégien (1863-1944) et aux correspondances de son art avec les différentes formes de création en France. Musée d'Orsay, sauf lundi, 5/1 1992. ☎ 45.49.45.46

■ **Renart le goupil, Tibert le chat, Isengrin le loup, Roenel le lévrier, Chantecler le coq, Brun l'ours, ces héros animaux mythiques, revivent comme au Moyen Age dans six livres-cassettes, contés par Michel Hindenoch, sur fond de musique ancienne. A partir de six ans (Livre + cassette, Vif Argent, 59 F).**

post-scriptum

RAPHAEL CONFIANT
"Eau de Café"



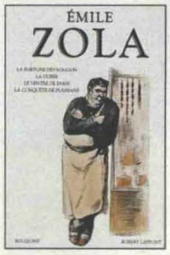
Antillais, Raphaël Confiant a publié poèmes et romans en langue créole, puis, en français, un premier roman remarqué : "Le Nègre et l'animal". "Eau de Café" séduira pour les mêmes raisons. Le langage, en premier lieu, inimitable, expressif et savoureux : ce français du Nouveau Monde plus dru, ici, et plus sensuel que l'acadien. Le lecteur sera frappé plus encore par la dérision qui est la marque de toute chose à chaque page de ce livre. Cette ironie, cette volonté de gaudriole sont-elles des défenses ? Ou plutôt la sagesse de "cette île pourrie où l'on prend tout, à commencer par la mort, à la rigoladerie" ?
Grasset, 340 p., 115 F.

JACQUES GELAT
"Le Tableau"



De toute façon, cela ne pouvait que mal se terminer. Pour le lecteur. Même si la chute avait été moins brutale et imprévisible. Car "Le Tableau" est un de ces romans-cocons dans lequel le lecteur se glisse et s'abrite et d'où il ne voudrait pas repartir.
On n'en dira pas davantage pour ne rien gâcher du plaisir des autres. Une intrigue simple et vraisemblable, dans le milieu fermé et mal connu des marchands d'art, un vrai talent d'écrivain : le bonheur de lire.
Denoël, 242 p., 98 F.

EMILE ZOLA
"Œuvres T1"



Emile Zola en "Bouquins" : l'univers des Rougon-Macquart, vingt volumes publiés entre 1871 et 1893. "L'histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire." Cette entreprise était, pour Zola, celle de toute sa vie. Un engagement global sur tous les plans : littéraire, moral, social. Trois termes venaient constamment sous sa plume pour définir aussi bien toute œuvre d'art que sa propre entreprise : tempérament, modernité, vérité.
Le tableau d'une époque et une technique, celle du roman expérimental qui ajoute sa dimension onirique à la création strictement littéraire.
Laffont-Bouquins, 1.230 p., 140 F.

CLAUDE MICHAUD
"L'Eglise et l'argent sous l'Ancien Régime"



Un champ de recherche considérable. Et rarement abordé. Pour cette étude volumineuse Claude Michaud a fait table rase de tous les travaux déjà existants et s'est lancé dans un monumental travail d'archives : Archives nationales, cartons du clergé, registres notariaux, etc. En témoignent les quelque 250 pages de notes référencées en fin de volume.
Angle d'attaque : les receveurs généraux du clergé de France, aux XVIe et XVIIe. A travers ces onze collecteurs en chef qui se sont succédés de 1561 à la fin du règne de Louis XIV, l'auteur reconstitue l'histoire de l'Eglise et de l'Etat dans leurs rapports financiers. Depuis les guerres de Religion, où l'Eglise catholique cherchait un bras séculier, jusqu'aux épuisantes guerres du Roi-soleil qui avait besoin, lui, de rentrées régulières. Et, à l'horizon, la Révolution qui se profile....
Fayard, 806 p., 250 F.

CHRISTIAN NIQUE
"L'Impossible gouvernement des esprits"



Et en sous-titre : "Histoire politique des écoles normales primaires." Ces écoles qui disparaissent cette année au profit des IUFM n'ont pas été de simples établissements de formation des instituteurs. De l'an III jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les écoles normales ont eu d'abord à remplir une fonction politique.
Christian Nique s'attache à faire l'historique de cette fonction enracinée dans l'inconscient républicain des Français. 50 ans avant Jules Ferry, c'est Guizot qui avait imposé la création d'une école normale dans chaque département. Pour gouverner les esprits, il fallait normer les maîtres afin qu'ils norment les enfants. Jules Ferry conservera la fonction, pour d'autres objectifs. Récit de la grande aventure.
Nathan, 202 p., 128 F.

MARILYN HORNE
"Haendel"



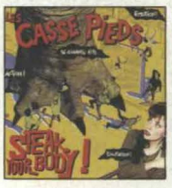
Décidément, Marilyn Horne est la plus grande des mezzo-sopranos. Son éditeur est bien inspiré d'avoir reporté sur compact cette série de neuf airs de Haendel qui nous en administrent la plus éclatante preuve.
On ne redira pas en les énumérant : le timbre de la voix, le phrasé, la virtuosité, la technique, la sensibilité, le style enfin, littéralement accompli. La grande cantatrice américaine est l'incarnation même de la prima donna belcantiste. Accompagnement d'I Solisti Veneti, dir. C. Scimone.
Erato, 45186, 43'12", env. 85 F.

GIL SHAHAM
"Wieniawski et Sarasate"



Violoniste, 20 ans, Gil Shaham est un des derniers prodiges de la Julliard School. Il joint la jeunesse, la virtuosité et le tempérament. Et le résultat ne manque pas d'attrait.
Particulièrement dans ce répertoire : Wieniawski et Sarasate, deux compositeurs virtuoses du violon. Polonais le premier, Espagnol le second, ils appartiennent à cette tradition éclatante issue de Paganini et, comme lui, ont écrit pour mettre en valeur la technique de leur interprète et sa maîtrise de l'instrument. Les deux concertos de Wieniawski sont très brillants et les "Airs bohémiens" de Sarasate un modèle du genre.
Deutsche Gramophon, 431815, 68', env. 120 F.

LES CASSE-PIEDS
"Steack your body"



Les Cassse-Pieds sont-ils des emmerdeurs ou de simples gais lurons ? Avis partagés. La direction de TF1 se souviendra longtemps de ces huit gouailleurs qu'elle avait invités, lors de la Xe Fête de la musique, à chanter en direct leur hymne : "Le Métro parisien". Le texte, modifié pour la circonstance, fit scandale en "direct-live" sur l'air de : "L'play back sur TF1, nous on l'aime pas bien, nous on préfère à l'enfer d'toutes leurs magouillages, le métro parisien."
Ce simple fait d'armes suffirait à attirer notre sympathie. Aussi, à défaut de chapeau, tirons-leur notre casse-quête et passez la monnaaaiie !
Pem/sony, 15506, 45', env. 110 F.

DIRE STRAITS
"On every streets"



Si Mark Knopfler voulait nous en mettre plein les mirettes, il ne s'y serait pas pris autrement. Après 5 années d'activités annexes au sein des "Nothing Hillbillies", de participation aux albums de Willy Deville, Randy Newman ou Joan Armatrading, cap'tain Mark reprend la barre et mène son band comme il l'entend au fil des morceaux de "On every streets".
Ça commence en force avec le tube "Calling Elvis", suit une ballade virant rock, "On every streets", rappelant les meilleurs moments de "Telegraph road". Puis, vient une intro blues, "Fade to black", que Stevie Ray Vaughan n'aurait pas reniée. On est ravi mais pas surpris. Knopfler rime décidément avec meilleur.
Vertigo/Polydor, 510160-2, 60'23", env. 110 F.

Agenda

Classique

LAON
• *"Requiem" (Duruflé), dir. P. Caillard. Notre-Dame, 6, 16h30.*
• *"Requiem" (Fauré), dir. P. Fournillier. Notre-Dame, 10, 20h45. ☎ 23.20.28.62*
LA TOUR-DU-PIN
Récital M. Dens, C. Dumas, A. Vanzo, Centre Equinoxe, 12 et 13. ☎ 74.97.49.77
MÉRIGNAC
"Mireille" (Gounod), dir. J. Brébion. Pin Galant, 8, 20h30. ☎ 56.97.82.82
MONTPELLIER
"Fêtes vénitiennes" (Campra-Stavinsky), dir. J.-C. Malgoire. Opéra, 8-9. ☎ 67.66.00.92
PARIS
• *C. Zacharias, piano, et O. de Paris, dir. L. Langrée. Châtelet, 5, 11h. ☎ 40.28.28.40*
• *"Idoménée" (Mozart, version de concert), dir. W. Christie. Châtelet, 5, 19h30.*
• *"Idoménée", dir. Chung. Opéra-Bastille → 28. ☎ 40.01.16.16*
TOURCOING
(Voir MONTPELLIER). Atelier lyrique, 12 et 13. ☎ 20.26.66.03

Cinéma

ANNECY
Cinéma italien. 12 → 19. ☎ 50.32.01.11
BLOIS
Films québecois. 9 → 13. ☎ 54.44.50.86
CHERBOURG
Cinéma britannique. 11 → 20. ☎ 47.00.80.34
SURESNES (92)
La grande parade : 5 et 6. ☎ 40.13.00.00

Théâtre

LYON
"L'Etourdi" (Molière). M. en sc. F. Seigner 8 → 10. Les Célestins. ☎ 78.42.17.67
PARIS
• *"Oncle Vania" (Tchekov). M. en sc. P. Debauche. TEP. → 10/11. ☎ 43.64.80.80*
• *"Le Haut de Forme" et "Sik-Sik, le maître de magie" (E. de Filippo). Th. de la Ville. 30/11. ☎ 42.74.22.77*
• *"Les Marionnettes sur eau du Viêt-nam". Cirque d'hiver. → 13. ☎ 42.74.22.77*
SCEAUX
"Fables" (La Fontaine), par la compagnie La Chimère. Les Gémeaux. 4 → 27/10.

Jazz-rock

PARIS : L. Sclavis / M. Monnier (Th. de la Ville). 4 et 5 ; J. Zawinul Syndicate (New Morning), 11 et 12. ☎ 45.23.51.41
NANCY : "Jazz pulsations", avec D. Malherbe, J. Mahieux, L.K.J., B. Craven, J. Zawinul, K. Garrett, Take 6, L. Foly, B. Deraime, J. Garbarek, Taj Mahal, Screamin', J. Hawkins, J. De Johnette, → 20. ☎ 83.37.83.79
• ***Simple Minds** : PARIS (BERCY), 7 ; BORDEAUX, 8.*
• ***Mecano** : 4 ; PARIS (Zénith), 6 ; LILLE, 8.*
• ***Marillion** : PARIS (Zénith), 5.*
• ***B.-B. King & Diane Reeves** : MONTPELLIER (Zénith), 8 ; BORDEAUX (Patinoire), 9 ; PARIS (Bercy), 10.*
• ***Dominic Sanic** : DIJON, 10.*
• ***Raoul Petite** : BERRE-L'ETANG, 11 ; REIMS, 12.*
• ***Corman et Tuscadu** : FONTENAY-SOUS-BOIS, 5 ; TROYES, 6 ; LE MANS, 8 ; MONTLUÇON, 9. MULHOUSE, 11 et 12.*
• ***Molodoï** : RENNES (Ubu), 10.*
• ***G. Bécaud** : PARIS (Olympia), → 20.*

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (télévision)

RACHID MIMOUNI

Ecrivain algérien et professeur d'économie, Rachid Mimouni a connu des tracasseries policières dans son pays. Aujourd'hui, signe que les temps changent en Algérie, la censure ne l'inquiète plus. "Une peine à vivre", son quatrième roman, qui sort ces jours-ci, ressemble à une fable sur le totalitarisme.

Par amour, un dictateur va céder sa place à la démocratie. Quelle est la morale de cette fable ?

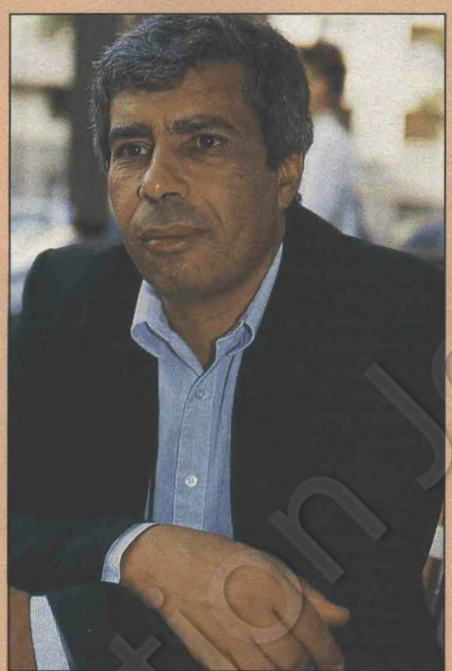
Rachid Mimouni. J'ai voulu montrer l'horreur de la dictature et des systèmes totalitaires, qui maintiennent encore des millions de personnes dans la terreur. La rencontre de mon dictateur, le Maréchalissime, avec cette jeune femme, pose cette question : qu'est ce qui est le plus fort, l'amour du pouvoir ou le pouvoir de l'amour ? Le pouvoir développe l'aspect le plus sombre de l'individu, l'amour engendre le jour, le beau. Ma conviction est que, lorsqu'il y a confrontation, l'amour l'emporte sur le pouvoir. Cette femme désarmée va entreprendre la destruction totale du tyran jusqu'à sa mort. Le Maréchalissime est prêt à lâcher le pouvoir par amour. Mais il est pris dans le tourbillon inhérent à son propre système. Seule une rupture peut venir à bout du totalitarisme. En Union Soviétique, Gorbatchev a tenté d'instaurer la démocratie par des réformes douces. Il a échoué là où le contrecoup du putsch des conservateurs a provoqué une sorte d'électrochoc sur l'ensemble de la société. En Algérie, il s'est produit le même phénomène : après les émeutes d'octobre 1988, les gens n'ont plus supporté le système.

Se glisser dans la peau d'un dictateur, même le temps d'un roman, c'est une entreprise diabolique...

Certes, se prendre pour un dictateur n'est pas chose facile. Cependant, dans la vie quotidienne, dans la famille, dans un couple, on est toujours confronté à des relations de pouvoir. Parfois même assez dures. Il suffit d'exagérer et de transposer cette situation à l'ensemble des institutions d'un pays. Mais, curieusement, on a peur de forcer le trait. On se souvient des horreurs de Staline, de Hitler, d'Amin Dada, de Pinochet et de tous les autres. Il m'a été tellement difficile d'endosser, même dans l'imaginaire, les vêtements d'un dictateur, que mon Maréchalissime n'atteint jamais l'ignominie de ces monstres.

Plusieurs indices laissent supposer que votre roman pourrait avoir pour décor l'Algérie...

Jusqu'en 1988, notre pays a connu, avec Boumediene et Chadli, une dictature comparable à celle des pays de l'Est. Même si mon personnage ne ressemble pas à l'un ou l'autre de nos dirigeants, même si nous avons connu récemment quelques changements importants, les Algériens peuvent reconnaître leur pays. Tout comme, du reste, tous les habitants du continent africain.



Personne ne pouvait imaginer qu'un écrivain critique son pays sans arrière-pensée, au nom d'une certaine conception de l'objectivité.

Quelles sont vos relations avec le pouvoir algérien ?

Longtemps, mes deux premiers livres publiés en France, "Le Fleuve détourné" et "Tombéza", sont restés interdits en Algérie. Jusqu'à une époque récente, la police faisait des enquêtes à mon sujet, me convoquait, m'interrogeait. Le pouvoir se demandait si des membres de ma famille ou moi-même étions des victimes de la réforme agraire ou de la nationalisation des usines. Il pensait aussi que j'étais le proche d'un opposant politique emprisonné. Personne ne pouvait imaginer qu'un écrivain émette une critique sur son pays sans arrière-pensée, au nom d'une certaine conception de l'objectivité. Depuis, les relations se sont adoucies. Les hommes du pouvoir commencent à comprendre que je ne suis pas un politique mais un écrivain. Ils sont à la fois honorés par mon succès et agacés par mes attaques directes. En revanche, le public algérien apprécie mes livres qui dénoncent ce qu'il vit au quotidien.

Depuis les troubles fomentés par le FIS, au printemps dernier, comment évolue la situation en Algérie ?

L'instauration de l'état de siège a entraîné l'arrêt des troubles. Mais la société est toujours confrontée à l'intégrisme, danger majeur qui risque fort de menacer longtemps tous les pays du Maghreb. J'ai toujours comparé la stratégie du FIS à celle du parti nazi pendant la République de Weimar, qui est resté minoritaire jusqu'à ce que le maréchal Hindenburg remette le pouvoir entre les mains de Hitler. Minoritaire à l'Assemblée, ce type d'organisation utilise la démocratie pour privilégier la violence. Les derniers événements confirment cette sorte de volonté de la part du FIS. Aux élections municipales de juin 1990, il a gagné plus de la moitié des communes. Mais son influence a chuté très rapidement. Quand les dirigeants du FIS ont eu la conviction qu'ils ne pourraient pas être majoritaires aux législatives, ils ont déclenché des émeutes. Ils veulent prendre le pouvoir à n'importe quel prix. De son côté, le FLN est complètement discrédité. Mais il bénéficie de la puissance de son appareil. Dans l'hypothèse où le FIS participerait aux élections, il me semble que ces deux partis, avec chacun 30% des voix environ, se talonneraient sans cesse dans une Assemblée morcelée.

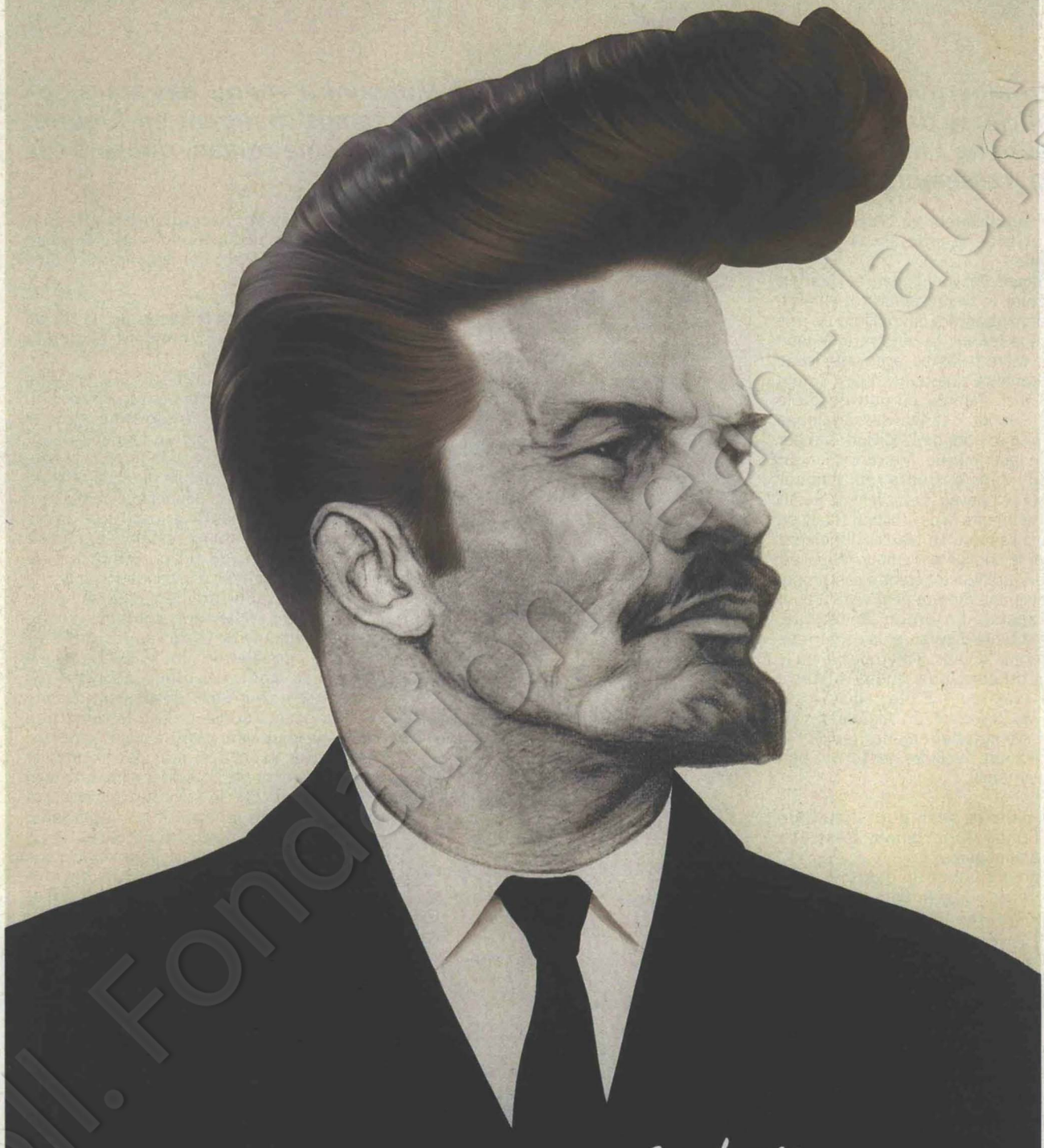
Restent les Forces démocratiques. Ces partis, qui partagent un même objectif, vivent dans une discorde perpétuelle. Ils doivent acquérir plus de maturité et surmonter leur susceptibilité. Pour faire face aux enjeux de l'Algérie, leur union est indispensable.

Pensez-vous que l'un ou l'autre des pays du Maghreb puisse basculer en Etat islamiste ?

C'est une hypothèse. La déroute de Saddam Hussein a conforté le mouvement intégriste. Si un Etat islamiste s'installe dans l'un des pays du Maghreb, aucun changement ne sera possible avant cinquante ans. Ces errements, qu'il faut éviter coûte que coûte, seraient comparables à l'expérience communiste des pays de l'Est. Avant 1939, la Tchécoslovaquie était l'un des pays les plus développés d'Europe. Voyez ce qu'il est devenu. Tous ces régimes totalitaires conduisent à des fiascos économiques. Pour le Maghreb, comme pour l'Afrique, la seule voie possible, même si elle est difficile, c'est la démocratie.

Propos recueillis par Claude Lesaulnier

LES ALLUMÉES



Saint-Petersbourg
NANTES/~~LENINGRAD~~

CRDC NANTES TEL: 40 69 50 50

DU 14 AU 19 OCTOBRE

NANTES

un événement Télérama

AVEC

Culture

Coll. Fondation Jean-Jaurès